



FONDS MONDIAL POUR L'ASSAINISSEMENT - GSF



Rapport d'avancement



CI-DESSUS : LES HABITANTS DU VILLAGE DE MORAFENO, MADAGASCAR, CÉLÈBRENT LA DÉCLARATION DU STATUT « FIN DE DÉFÉCATION À L'AIR LIBRE » DE LEUR COMMUNAUTÉ EN NOVEMBRE 2011. PHOTO : MCDI.

COUVERTURE : UN HOMME MONTRER LES TOILETTES QU'IL A CONSTRUITES GRÂCE AU TRAVAIL DU GSF DANS LE VILLAGE D'ANTANI MBOANJO DANS LA RÉGION MALGACHE DE VAKINANKARATRA, NOVEMBRE 2011. PHOTO : WSSCC.

NOTE AU LECTEUR

Dans le cadre de la mise en œuvre et de la gestion de son Fonds mondial pour l'Assainissement (Global Sanitation Fund – GSF), le WSSCC a élaboré douze principes* immuables et inaliénables garantissant le bon fonctionnement du GSF et veillant à ce que ce dernier améliore véritablement le quotidien des personnes qui ne disposent pas d'installations sanitaires salubres ou qui n'ont pas de bonnes pratiques d'hygiène. Un de ces principes concerne la transparence : selon le WSSCC, cette transparence est vitale et, de ce fait, l'ensemble des procédures, processus, décisions, descriptions, actions, défis et accomplissements relatifs à la gestion des subventions sont disponibles au public par écrit, ainsi que dans la section « Fonds mondial pour l'Assainissement » du site Internet du WSSCC, www.wsscc.org.

Dans cet esprit, le WSSCC publie ce premier rapport d'avancement biannuel du Fonds mondial pour l'Assainissement. Grâce à ces rapports, le WSSCC entend présenter de manière claire les résultats du GSF, afin que les lecteurs, qu'il s'agisse de citoyens ou représentants des gouvernements des pays donateurs, de professionnels du secteur de l'assainissement et de l'hygiène, de bénéficiaires ou de partenaires des programmes du GSF, ou bien du grand public intéressé, puissent être informés du mieux possible sur le GSF et incités à poursuivre un travail qui s'inscrit dans le cadre élargi de l'effort mondial de mise à disposition de bonnes installations d'assainissement et d'hygiène pour les 2,6 milliards de personnes qui en sont encore privées.

* 1 Être centré sur la personne, géré par la communauté et régi par la demande ; 2 Aider les communautés pauvres et non-desservies ; 3 Prendre en compte la dimension genre ; 4 Élargir la couverture ; 5 Respecter les autorités nationales ; 6 Promouvoir des services viables ; 7 Rassembler les fonds pour une efficacité maximale et de faibles coûts de transaction ; 8 Offrir une additionalité ; 9 Être axé sur les résultats ; 10 Avoir une tolérance zéro en termes de fraude et de corruption ; 11 Assurer la transparence ; et 12 Adhérer aux meilleures pratiques, telles que stipulées dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

SOMMAIRE

1. POINTS PRINCIPAUX.....	2
2. RÉSULTATS DU GSF	3
3. AUTRE VALEUR AJOUTÉE DU GSF	5
4. PAYS : TRAVAIL SUR LE TERRAIN	10
• Cambodge	10
• Inde	12
• Madagascar	14
• Malawi	16
• Népal.....	18
• Sénégal.....	20
• Ouganda	22
5. PAYS : DÉBUT DU TRAVAIL SUR LE TERRAIN EN 2012	24
• Burkina Faso	24
• Éthiopie	25
• Nigéria	26
• Tanzanie.....	27
• Togo.....	28
6. PAYS : PROCHAINS SUR LA LISTE	29
• Bangladesh	29
• Kenya	29
• Mali	29
• Pakistan	29
• Pays 17 à 25 : quelle direction prendre à présent ?	29
7. LES VOIX À PROPOS DU GSF.....	30
8. AGENCES DE MISE EN ŒUVRE DE A À Z.....	32
9. FONCTIONNEMENT DU FONDS MONDIAL POUR L'ASSAINISSEMENT.....	36

1. POINTS PRINCIPAUX

LE FONDS MONDIAL POUR L'ASSAINISSEMENT (GSF) A ENGAGÉ JUSQU'À PRÉSENT 43,5 MILLIONS DE DOLLARS US POUR VEILLER À CE QUE 12,5 MILLIONS DE PERSONNES AIENT ACCÈS À DES INSTALLATIONS SANITAIRES AMÉLIORÉES ET QUE 16 MILLIONS PUISSENT VIVRE DANS DES ENVIRONNEMENTS PROPRES, SAINS ET SALUBRES.

Cet engagement porte ses fruits dans les villages et les communautés d'Afrique et d'Asie. Il est partagé par les partenaires nationaux, le WSSCC et les donateurs du GSF.

Programmes nationaux générant des résultats

Les principaux résultats des programmes du Fonds mondial pour l'Assainissement sont notamment les suivants :

- 102 970 personnes ont à présent accès à des installations sanitaires améliorées.
- 68 860 personnes, dans plus de 500 communautés de Madagascar, du Malawi et de l'Inde vivent aujourd'hui dans des environnements plus propres où la pratique de la défécation à l'air libre n'a plus cours.
- 2 641 communautés ont participé à des activités de stimulation de la demande dans les pays susmentionnés, ainsi qu'au Cambodge, au Népal, au Sénégal et en Ouganda.
- 661 000 personnes ont été sensibilisées à l'importance d'une bonne hygiène, par le biais d'activités communautaires et de campagnes d'information.

La synthèse des résultats des pages 4 et 5 donne un instantané des objectifs et de la situation actuelle des sept programmes¹ de pays mis en œuvre sur le terrain au 1^{er} février 2012. Le GSF étant un mécanisme de financement d'installations sanitaires, les apports financiers constituent un indicateur clé de la mise en œuvre de ces programmes. À ce jour :

- 43,5 millions de dollars US ont été engagés dans le cadre de sept programmes pays et 4,3 millions investis dans les opérations de gestion et de développement du GSF.
- 21,5 millions de dollars US ont été alloués de manière provisionnelle au démarrage de programmes dans cinq autres pays² en 2012 et aux opérations

associées de gestion et de développement du GSF mises en œuvre à Genève.

- La somme allouée représente 100 % des 75 millions de dollars US promis au WSSCC par ses donateurs au profit du GSF. Afin de mettre en œuvre des programmes dans l'ensemble des 12 pays sur une période de cinq ans, il est nécessaire de rassembler un financement supplémentaire de 9,1 millions de dollars US.
- 11 millions de dollars US ont été engagés par les Agences d'exécution (AE) au profit des Agences de mise en œuvre et des prestataires de service, ce qui représente 41 pour cent de la somme initialement prévue dans les plans de programme.
- 68 des 135 Agences de mise en œuvre sont chargées de travailler sur le terrain, ce qui, avec les engagements et décaissements actuels, donne une claire indication de l'avancement général du programme.

En outre, comme souligné dans la section « Autre valeur ajoutée du GSF » dans les pages suivantes :

- Le GSF joue le rôle de catalyseur pour les mécanismes de financement en Ouganda et en Tanzanie.
- Les structures du GSF servent de plateforme à une collaboration sectorielle, comme c'est le cas au Nigéria et au Sénégal.
- Le GSF a un impact positif sur les systèmes gouvernementaux, comme au Népal et au Malawi.
- Des modèles à même d'influencer le secteur dans son ensemble sont en train d'émerger, et le partage des connaissances et des enseignements tirés dans les pays a débuté.

Apprentissage par la pratique : l'évolution du GSF porte ses fruits

Le WSSCC a conçu et mis sur pied le GSF en 2008 en vue d'injecter un financement supplémentaire dans les pays ayant un besoin urgent d'installations sanitaires. À l'instar des autres fonds mondiaux principaux, la phase initiale

1. Cambodge, Inde, Madagascar, Malawi, Népal, Sénégal et Ouganda.

2. Nigéria, Burkina Faso, Éthiopie, Tanzanie et Togo.

du GSF fut consacrée à la mise en place des systèmes d'un programme novateur, à la fois au niveau international dans l'agence d'accueil du WSSCC, l'UNOPS, et au niveau national dans le premier groupe de pays. Avec le recul, le WSSCC constate qu'il a sous-estimé le temps nécessaire à la mise en place de ces systèmes, notamment dans les pays. Cependant, grâce à cette phase initiale, le GSF dispose à présent d'un cadre de résultats et d'un système de suivi-évaluation précis et l'approche collaborative adoptée par le GSF a eu des avantages.

Le processus consistant à réunir autour d'une table toutes les agences principales concernées par l'assainissement dans un pays spécifique a lui-même été passionnant et productif. Dans chaque pays, le WSSCC a vu cette collaboration générer une plus grande compréhension et des politiques et programmes plus cohérents. La présence du GSF a donc eu des résultats utiles avant même que les premières agences bénéficiaires ne commencent leur travail sur le terrain. Le principal objectif du GSF est d'accroître de manière directe le nombre de personnes ayant accès à des installations sanitaires améliorées et cet objectif servira donc à juste titre de point de référence pour mesurer les progrès accomplis. Comme indiqué dans ce rapport, 2011 fut l'année où le GSF commença à obtenir des résultats tangibles dans un nombre significatif de pays.

Le GSF peut être reproduit dans de nombreux pays

Le GSF est à présent une réalité et peut être reproduit et mis en œuvre dans de nombreux pays. Le WSSCC continue de recevoir de nombreuses demandes de soutien du GSF dans les endroits où les besoins en assainissement sont importants. Le Plan stratégique à moyen terme (PSMT) 2012-2016³ du WSSCC identifie 35 pays prioritaires dans lesquels le GSF pourrait et devrait travailler et où vivent près d'1,5 million de personnes privées d'installations sanitaires. La capacité du GSF à répondre à cette demande, ainsi que l'objectif du PSMT de mettre en place des programmes de travail dans 25 pays d'ici 2016, est affectée par une disponibilité de financement, et la démonstration de résultats rentables à grande échelle représente un facteur essentiel pour attirer ce financement. *Le WSSCC espère que ce rapport présente les résultats du GSF de manière claire et que les lecteurs seront incités à continuer de soutenir le GSF et de s'y impliquer.*

3. Disponible en intégralité (en anglais et en français) et sous forme de résumé exécutif (en anglais, en français et en espagnol) sur www.wsscc.org.

Attribution et vérification des résultats

Les activités relatives au GSF sont toujours mises en œuvre dans un environnement (secteur) élargi. En tant que programme sectoriel relativement nouveau, le GSF reconnaît que les efforts fournis par les autres acteurs au cours des années précédentes ont posé les fondements sur lesquels s'appuie à présent l'intervention du GSF. Dans la plupart des pays, le GSF ne représente en outre qu'une intervention parmi de nombreuses autres, toutes à même de contribuer à l'amélioration anticipée de l'assainissement sur le terrain. Les données présentées dans la section Synthèse des résultats aux pages 4 et 5 indiquent le nombre total de personnes supplémentaires dans les zones ciblées par les programmes qui ont été affectées par les nouvelles installations sanitaires et pratiques d'hygiène au cours du cycle d'intervention du GSF. À l'avenir, le GSF entend mener des études spécifiques afin de tenter de mieux comprendre les diverses contributions des différents acteurs et le lien de cause à effet avec les résultats découlant des efforts menés en commun.

Les informations présentées dans la section Synthèse des résultats proviennent de rapports soumis par les Agences de mise en œuvre du GSF, selon des systèmes de suivi spécifiques établis et gérés par les Agences d'exécution respectives sous la supervision du GSF. Des contrôles inopinés sont régulièrement effectués par les AE et les Vérificateurs de programme pays (Country Programme Monitor – CPM) conformément aux procédures de suivi régulier convenues. Ces contrôles seront suivis d'évaluations indépendantes des données à moyen terme et sur cinq ans. À l'heure actuelle, ce document comprend des communautés signalées comme exemptes de pratique de défécation à l'air libre, bien que des vérifications et certifications soient en cours. Les prochains rapports d'avancement incorporeront les certifications indépendantes.

Soutien au GSF

Le WSSCC remercie sincèrement les donateurs du GSF, à savoir les gouvernements australien, néerlandais, suédois, suisse et britannique. La majorité des fonds du GSF provient des Pays-Bas et, en 2010 et 2011, la Suisse a réinvesti dans le GSF, alors que la Suède réinvestissait en 2011 avec un nouvel engagement sur plusieurs années.

2. RÉSULTATS DU GSF

Synthèse des résultats et description des indicateurs

Principaux résultats

La performance du programme GSF se définit globalement par les résultats obtenus sur le terrain et l'efficacité avec laquelle ils sont atteints. Les indicateurs de résultats sur le tableau de bord représentent trois indicateurs clés tirés du système suivi-évaluation du GSF. *L'indicateur le plus important signale les personnes ayant accès à des installations sanitaires améliorées, comme par exemple le nombre de personnes ayant accès à des toilettes améliorées¹.* Le GSF considère le nombre de personnes vivant dans des environnements exempts de défécation à l'air libre comme une étape importante vers la réalisation de l'objectif portant sur l'amélioration de l'assainissement. Les externalités de l'assainissement signifient que les résultats en termes de santé et des autres avantages, bien que significatifs, ne sont véritablement visibles qu'une fois que la totalité de la population a accès aux installations sanitaires et les utilise, ce qui est le but ultime du GSF.

Le lavage des mains au savon aux moments critiques est un indicateur clé pour mesurer une amélioration des pratiques d'hygiène, mais le GSF ne souhaite mesurer que les changements de comportement *durables*. Ainsi, les données portant sur le lavage des mains au savon aux moments critiques ne seront générées qu'au bout d'un certain temps à l'aide de différentes méthodes de suivi.

Indicateurs intermédiaires

Les indicateurs intermédiaires, comme les barreaux d'une échelle, mènent directement aux réussites indiquées par les résultats clés. Par exemple, le nombre de communautés où une stimulation de la demande d'installations sanitaires s'est produite affecte directement le nombre de communautés qui sont finalement déclarées exemptes de pratique de défécation à l'air libre. Les indicateurs relatifs aux zones ciblées et à la portée des programmes indiquent l'échelle à laquelle travaille le

GSF. Informer les personnes sur les pratiques d'hygiène constitue une étape du processus qui finalement amènera ces personnes à se laver les mains au savon.

Indicateurs de la chaîne d'acheminement des fonds

Ils montrent les fonds engagés et décaissés jusqu'à présent et l'avancement de la mise en place des programmes GSF du point de vue de la chaîne d'acheminement du pays. Cette chaîne montre l'acheminement des flux financiers depuis le WSSCC vers les Agences d'exécution, puis vers les Agences de mise en œuvre et les sous-traitants qui sont soigneusement sélectionnés pour mener à bien la mission du GSF sur le terrain.

Indicateurs de développement des programmes

Ils indiquent les programmes pays à venir et les propositions de programmes pays. En se fondant sur le financement disponible, le WSSCC approuve les propositions de programmes de pays et démarre les processus de recrutement d'une Agence d'exécution et d'un Vérificateur de programme pays.

Coût unitaire

Le coût unitaire prévu est l'investissement moyen par tête des programmes du GSF et est actuellement estimé comme étant le coût sur cinq ans du programme, divisé par le nombre ciblé sur cinq ans des personnes ayant accès à des installations sanitaires améliorées. Il est compris entre 1 et 20 dollars US. Des écarts existent qui s'expliquent par des facteurs tels que l'implication actuelle ou antérieure d'autres parties prenantes et les facteurs topographiques et démographiques, et par le coût des ressources dans les différents pays et régions. Les données et informations financières relatives au coût unitaire représentent un domaine prioritaire pour le GSF qui se reflète par conséquent dans l'élaboration de son système suivi-évaluation.

1. Le GSF accorde la priorité à cet indicateur par rapport à tous les autres du fait de deux facteurs : (i) la certitude que des toilettes améliorées ont les impacts positifs maximum sur les utilisateurs et la communauté dans son ensemble, et (ii) le fait que c'est cet indicateur qui, par le biais du Programme de suivi en commun (Joint Monitoring Programme – JMP) de l'UNICEF/OMS, contribuera au succès de l'objectif du Millénaire pour le développement portant sur l'assainissement.

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

RÉSULTATS CLÉS - Résultats à ce jour et cibles sur 5 ans dans 7 pays

	1 fév. 2012	Cibles sur 5 ans
 Personnes ayant accès à des toilettes améliorées	102 970	12 410 000
 Personnes vivant dans des environnements FDAL	68 860	18 175 200
 Personnes se lavant les mains au savon	Données disponibles à mi-parcours	12 107 400

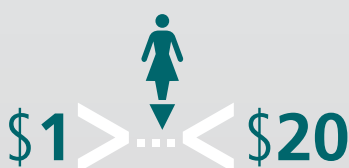
INDICATEURS INTERMÉDIAIRES - Résultats à ce jour et cibles sur 5 ans dans 7 pays

	1 fév. 2012	Cibles sur 5 ans
Communautés déclarées FDAL	531	33 050
Communautés sensibilisées	2 641	54 818
Personnes ayant reçu des messages d'hygiène	661 000	22 165 400
Personnes vivant dans les zones ciblées	5 623 400	23 585 400

ACHEMINEMENT FINANCIER - 1 fév. 2012

Sommes engagées par le GSF	\$43 452 118	Subventions nationales aux Agences de mise en œuvre	\$10 909 370
Versements du GSF	\$7 265 489	Versements de subventions nationales	\$2 035 756

COÛT UNITAIRE



* Voir définition de l'indicateur

DÉVELOPPEMENT DE PROGRAMME

Programmes en cours	7
Programmes débutant en 2012	5
Programmes proposés	13

3. AUTRE VALEUR AJOUTÉE DU **GSF**

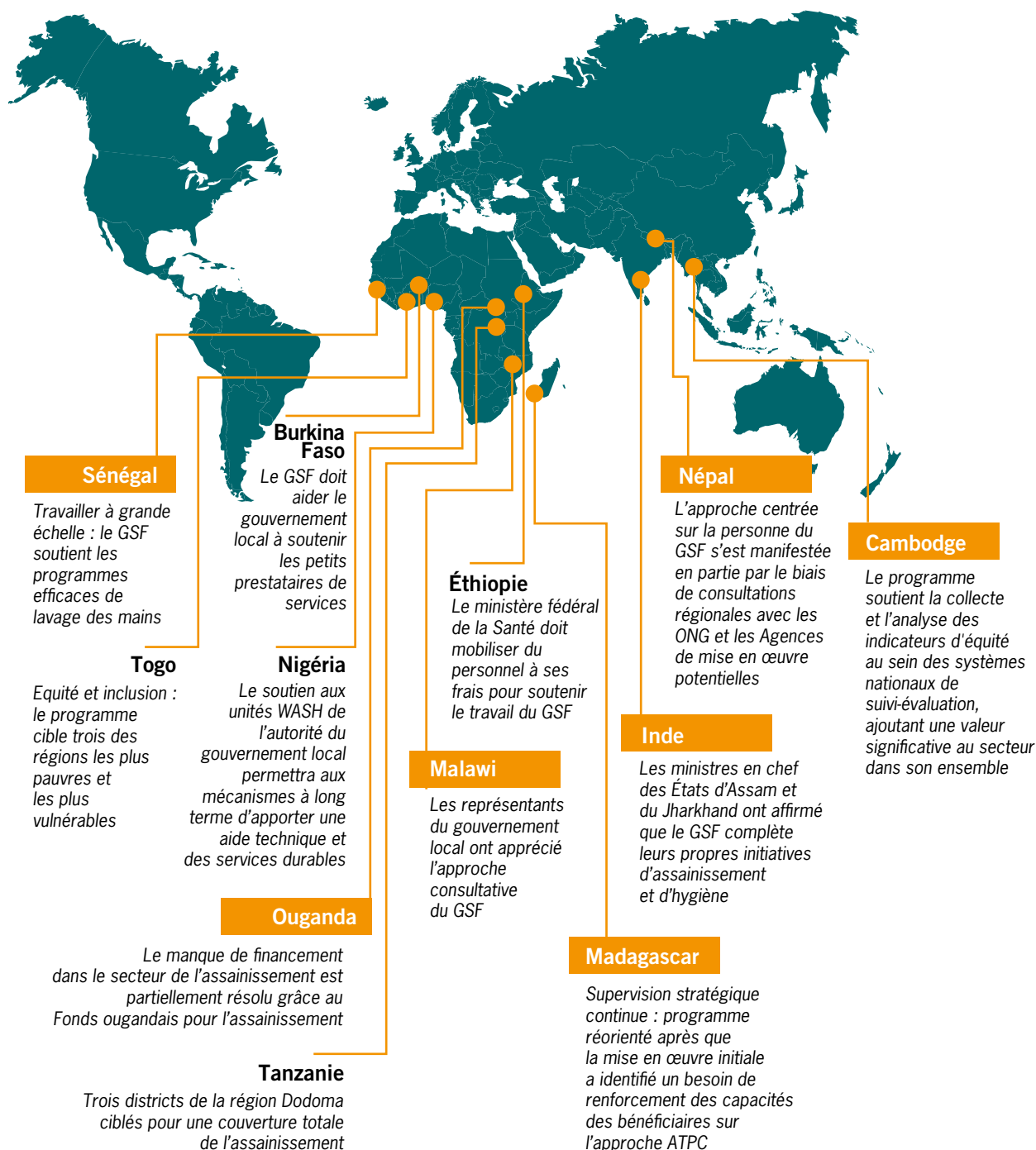
Le programme GSF contribue à améliorer l'efficacité des structures, des systèmes et des parties prenantes qui forment un environnement favorable à la réussite des programmes d'assainissement. Le WSSCC reconnaît que le succès des processus de coordination repose sur le travail acharné et l'engagement des nombreux partenaires. Le travail du GSF reflète également les principes fondamentaux du WSSCC. Ces derniers consistent notamment à répondre aux demandes et aux besoins des individus et des communautés ; à dialoguer avec le plus grand nombre de personnes vulnérables et à les aider ; à établir un calendrier progressif ; et à travailler en libre collaboration avec les membres et les partenaires. Sur ce dernier point, le WSSCC encourage une coordination et une collaboration sectorielles dans l'exécution des programmes, afin de veiller à ce que les résultats soient obtenus de manière efficace et harmonieuse.

Processus d'agencements créés par le secteur et supervision stratégique continue

- Le rôle stratégique de supervision du Mécanisme de coordination de programme (Programme Coordinating Mechanism – PCM) de chaque pays, qui est un groupe multipartite rassemblé par le GSF pour aider à développer la proposition de programme de pays (Country Programme Proposal – CPP) commence à porter ses fruits. L'appropriation encouragée par les PCM lors du développement des propositions de programme de pays s'est transformée en véritable intérêt et engagement au cours de la mise en œuvre. De ce fait, le GSF a bénéficié du savoir et de l'expérience des membres du PCM, par exemple lors de la sélection des bénéficiaires et du développement de leurs cahiers des charges ou de l'identification de programmes d'apprentissage. Les PCM ont donné un aperçu des ajustements nécessaires aux programmes, en se fondant sur les expériences initiales de mise en œuvre et sur les premiers changements apportés dans le secteur dans son ensemble. C'est le cas de **Madagascar**, où un changement de direction stratégique du programme s'est opéré au cours de la deuxième année de mise en œuvre, suite aux enseignements tirés de la première année, notamment l'identification, lors de l'évaluation des capacités effectuée par l'Agence d'exécution, d'un besoin de soutien et de renforcement des capacités plus grand chez les Agences de mise en œuvre.
- L'établissement d'un dialogue avec le gouvernement et les autres parties prenantes lors de la planification des programmes GSF a permis de créer un climat propice pour que les partenaires du GSF puissent démarrer leurs activités sur le terrain dans de bonnes conditions. Le GSF a également acquis un important soutien politique, favorable à l'émergence d'un élan dynamique. En **Inde**, les ministres en chef d'Assam et du Jharkhand ont annoncé publiquement que le GSF venait compléter leurs propres initiatives en matière d'assainissement et d'hygiène. Cet appui politique de haut-niveau suscite l'engouement d'autres acteurs envers le programme, notamment les responsables des gouvernements locaux.
- Les pays GSF ont mis en place des politiques, des stratégies et des plans d'assainissement, à des degrés divers, certes, mais une contrainte commune à la plupart d'entre eux tient au manque de financement suffisant ou ciblage inadéquat de financement pour la mise en œuvre des plans¹. Le GSF aide dans une certaine mesure à combler cette insuffisance, mais surtout il sert à canaliser l'acheminement de fonds supplémentaires. **L'Ouganda** arrive à combler le manque de financement grâce au Fonds ougandais pour l'assainissement (Uganda Sanitation Fund – USF) soutenu par le GSF. L'USF, qui est géré par le ministère de la Santé, devrait jouer le rôle très utile de catalyseur et montrer comment les fonds peuvent être employés de manière efficace et effective par le biais des structures et des institutions gouvernementales en place et permettre ainsi d'accélérer les améliorations grâce aux partenariats avec les ONG locales. En démontrant la viabilité et l'efficacité de ce modèle, nos collègues ougandais espèrent que les autres ministères, ainsi que les gouvernements locaux, alloueront davantage de ressources à l'assainissement et à l'hygiène.
- Le GSF continue d'appuyer les améliorations dans la coordination et l'efficacité sectorielles au-delà de la mise en œuvre des programmes eux-mêmes. Dans de nombreux pays, le PCM joue un rôle unique et sert de plateforme à une collaboration élargie. Au

1. Une autre contrainte typique est le manque de capacité professionnelle, qui est également abordé par le GSF.

Ci-dessous se trouve un aperçu de la valeur ajoutée additionnelle par les processus de conception du programme, la concentration sur la mise à l'échelle, la collaboration et la coordination, ainsi que l'approche centrée sur la personne qui sont toutes au cœur du Fonds mondial pour l'Assainissement.



Nigéria, le programme du GSF sert de vecteur aux parties prenantes du Groupe de travail national pour l'assainissement (National Task Group for Sanitation – NTGS) pour faciliter une approche sectorielle en termes de programme d'assainissement et d'hygiène. À ce jour, de nombreuses autres activités ont été mises en place

grâce à des donateurs individuels et le programme financé par le GSF est la première intervention du NTGS découlant de dons au Nigéria. Étant donné les efforts pour reproduire la même structure de coordination au niveau national au Nigéria, notamment dans les États ciblés par le programme GSF, on espère que

le programme servira de modèle pour renforcer la coordination des interventions d'assainissement.

Obtenir des résultats à grande échelle grâce à une mise en œuvre collaborative et coordonnée

- L'engagement pris par le GSF de respecter les autorités nationales s'est traduit dans les programmes au niveau de la mise en œuvre. Les programmes GSF ont pu être mis en œuvre sur le terrain grâce au soutien et à l'engagement indéfectibles des institutions et des responsables du gouvernement local. Comme prévu, les agences du gouvernement local sont les récipiendaires directs du financement du GSF, lorsque la capacité en place est suffisante au niveau local, et à d'autres occasions les Agences de mise en œuvre ont incorporé des agences du gouvernement local en tant que partenaires clés. Par conséquent, les agences du gouvernement local jouent un rôle de premier plan en dirigeant et soutenant la mise en œuvre de la majorité des programmes. En **Ouganda**, les gouvernements locaux, qui sont les principaux récipiendaires des subventions, font équipe avec des ONG pour accélérer la mise en place de l'ensemble des activités au niveau des communautés. Au Malawi, les responsables du gouvernement local au sein des Équipes de coordination des districts (District Coordination Team) ont approuvé l'approche consultative adoptée par les bénéficiaires du GSF et le niveau d'engagement constaté à ce jour dans la mise en œuvre.
- Cette stratégie a permis d'exploiter les ressources du gouvernement local et d'établir de solides partenariats en vue d'atteindre les objectifs du GSF sur une grande échelle. En **Éthiopie**, le ministère fédéral de la Santé envisage de mobiliser une partie de son personnel pour soutenir le travail du GSF, du niveau central au niveau du sous-district. Cette contribution pourrait maximiser le potentiel de l'impact du programme et de l'utilisation des fonds au niveau décentralisé, tout en garantissant une appropriation gouvernementale plus forte du programme à tous les niveaux.
- Une amélioration potentielle significative de la capacité des responsables et structures au niveau local est toute aussi importante dans le soutien apporté aux programmes d'assainissement et d'hygiène au-delà du cycle de vie du programme GSF. Au **Nigéria**, l'objectif consistant à soutenir les unités WASH et les WASHCOM des autorités locales dans la mise en œuvre du programme garantira la mise en place de mécanismes à long terme destinés à apporter un soutien technique visant la pérennité des services.
- En **Inde**, l'investissement du gouvernement dans le secteur de l'assainissement est significatif et se fait sous forme de ressources financières et humaines au niveau infranational, en vue d'encourager l'amélioration des installations sanitaires. L'agencement du programme GSF a identifié les domaines où l'Agence d'exécution et les Agences de mise en œuvre du programme peuvent ajouter de la valeur dans deux des États les plus désavantagés (et dans lesquels la campagne d'assainissement total (Total Sanitation Campaign) est en mauvaise voie). Ce soutien prendrait la forme d'une aide technique, afin de permettre aux ressources gouvernementales de s'acheminer de manière plus efficace et de cibler les plus démunis. Un exemple est illustré par le soutien apporté par le programme GSF aux Unités de développement des capacités de communication du gouvernement, qui sont chargées de réaliser des activités logicielles dans la Campagne d'assainissement total, mais n'ont pas les capacités d'entreprendre des activités efficaces à grande échelle. Cette approche a été bien accueillie par les structures gouvernementales au niveau des États et des districts.
- Le GSF a établi de solides partenariats avec d'autres programmes d'assainissement en cours dans divers pays. Ces partenariats facilitent le partage du savoir existant et garantiront à l'avenir que les enseignements tirés soient échangés entre les divers programmes et se répercutent dans le secteur. Au **Sénégal**, l'Agence d'exécution travaille en étroite collaboration avec le bureau national du Programme eau et assainissement (Water and Sanitation Programme – WSP) de la Banque mondiale, afin de profiter de son expérience dans la mise en œuvre de programme de lavage des mains à grande échelle. Le bureau national du WSP envisage d'étendre son soutien à l'équipe de gestion de l'Agence d'exécution en organisant une formation sur les logiciels et méthodologies de suivi et d'évaluation. De la même manière, la collaboration entre le programme GSF et l'UNICEF au Népal a permis à une initiative commune sur la promotion de l'assainissement d'aller au-delà de son périmètre initial et de se répercuter sur la politique sectorielle de cette région.

Une approche centrée sur la personne et dédiée au changement durable

- Les programmes GSF ont été conçus et sont mis en œuvre selon le principe clair d'être centrés sur la personne. Au fur et à mesure de la mise en place des programmes du GSF, le niveau de participation et d'engagement des différents groupes s'est élargi

grâce à des consultations infranationales. Afin d'identifier les Agences de mise en œuvre potentielles, les Agences d'exécution ont organisé des séminaires d'orientation avec divers groupes de la société civile en **Inde**, au **Népal**, à **Madagascar** et au **Malawi**. En outre, au fur et à mesure de la mise en place des activités sur le terrain, les partenaires du GSF veillent à ce que les groupes de la société civile et les Agences de mise en œuvre potentielles du programme soient bien représentés au sein des réunions de planification avec le gouvernement local.

- Les efforts pour mettre en œuvre une approche centrée sur la personne sont visibles dans l'ensemble du programme GSF, grâce à la promotion d'approches qui reposent sur des interventions de communication pour le changement de comportement adaptées à l'environnement local et qui répondent aux normes et pratiques socioculturelles. De plus, grâce aux Agences de mise en œuvre déjà impliquées dans les programmes GSF, une plus grande variété de processus de suivi et de planification centrés sur la personne se fait jour. Cela concerne par exemple les processus de planification menés par les Autorités/Leaders traditionnel(le)s au **Malawi** et à **Madagascar** et l'utilisation des outils de suivi communautaires au **Népal**.
- La plupart des programmes soutenus par le GSF font des approches de stimulation de la demande un élément fondamental du programme. Très souvent, cela est mis en œuvre par le biais de l'approche d'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC)². Le programme du GSF a déjà obtenu comme résultat la déclaration de 531 communautés sans défécation à l'air libre dans le monde entier. Par le biais de ses programmes, le GSF continue d'accélérer et de généraliser l'approche ATPC au sein des régions ciblées et au-delà. Cela s'illustre par exemple à **Madagascar**, où le programme GSF a favorisé une formation complète à l'approche ATPC destinée à former des formateurs parmi les Agences de mise en œuvre du GSF, les responsables gouvernementaux et d'autres parties prenantes.
- Le Plan stratégique à moyen terme 2012-2016 du WSSCC comprend des activités et des indicateurs axés sur le changement durable et l'équité. Ils existent dans de nombreux programmes GSF grâce à l'incorporation d'initiatives visant à aider les gouvernements au niveau national et local à développer et à renforcer les systèmes suivi-

2. L'ATPC est une méthodologie innovante pour mobiliser les communautés en vue d'éradiquer entièrement la pratique de défécation à l'air libre. Les communautés bénéficient d'un soutien pour mener leur propre évaluation et analyse de la pratique de défécation à l'air libre et décident des mesures à prendre pour devenir exemptes de défécation à l'air libre.

ÉLÉMENTS ET ÉTAPES TYPIQUES DU PROGRAMME GSF

De l'Afrique à l'Asie, des petits pays aux grands pays, et des zones arides aux zones humides, les programmes GSF sont mis en œuvre dans des milieux très divers et différents. Les programmes pays du GSF sont adaptés au contexte national, mais ils comportent tous des éléments et étapes en commun.

- Développement et approbation par le pays d'un programme de travail établissant le cadre de l'ensemble des activités GSF dans le pays, y compris le travail du Mécanisme de coordination de programme (PCM).
- Recrutement d'une Agence d'exécution et d'un Vérificateur de programme pays pour gérer et surveiller la mise en œuvre du programme approuvé par le pays.
- Collecte de données de référence pour servir de base à l'examen des hypothèses, à l'établissement des objectifs et au développement de stratégies de mise en œuvre détaillées.
- Sélection des Agences de mise en œuvre pour mettre en œuvre le programme sur le terrain et générer des résultats.
- Le cas échéant, interventions de renforcement des capacités ciblant les Agences de mise en œuvre, pour garantir une mise en œuvre efficace du programme.
- Mobilisation des autorités gouvernementales locales et régionales dans les zones ciblées, et des autres partenaires, pour garantir des résultats durables et une appropriation par les responsables chargés des prestations de services.
- Les Agences de mise en œuvre travaillent avec les communautés grâce à des processus de planification et de suivi participatifs au niveau communautaire visant à établir les objectifs et communiquer les résultats.
- Activités de mobilisation communautaire et suivi en continu pour créer une demande d'installations sanitaires améliorées et encourager de meilleures pratiques d'hygiène.
- Développement du secteur privé, notamment les entrepreneurs locaux, pour établir une chaîne d'approvisionnement à même de répondre à la demande d'installations sanitaires et de services d'hygiène améliorés.
- Soutenir les messages et les campagnes médiatiques sur l'hygiène afin de créer une demande et contribuer à établir des chaînes d'approvisionnement.
- Développer des voies d'apprentissage et de communication par le biais des Agences de mise en œuvre, des Vérificateurs de programme pays et des structures gouvernementales en place, afin d'être axé sur les résultats et d'assurer une amélioration continue du programme.

évaluation. Les ministères du Développement rural et de la Santé publique au **Cambodge** et de la Sécurité sociale en **Tanzanie** utiliseront les fonds du programme pour établir un système suivi-évaluation qui sera géré par leur propre personnel. Le soutien du GSF à l'inclusion et à la collecte et l'analyse systématiques d'indicateurs sur le changement de comportement durable et l'équité au sein des systèmes suivi-évaluation devrait ajouter une valeur significative au secteur dans son ensemble.



LES REPRÉSENTANTS DE PLAN INTERNATIONAL CAMBODGE, L'AGENCE D'EXÉCUTION DU GSF, EFFECTUENT UNE VISITE SUR LE TERRAIN D'AVANT MISE EN ŒUVRE AVEC UNE AGENCE DE MISE EN ŒUVRE POTENTIELLE, NOVEMBRE 2011. PHOTO : PLAN INTERNATIONAL.

CAMBODGE

Fonds versés aux premières Agences de mise en œuvre en janvier

Au Cambodge, le programme du Fonds mondial pour l'Assainissement (GSF) fait partie intégrante d'un groupe dynamique de parties prenantes mettant en œuvre un travail innovant et réussi autour de la promotion de l'assainissement et des autres approches. C'est donc avec un grand intérêt que le programme GSF est venu se rajouter à ce groupe, avec le recrutement de six Agences de mise en œuvre le 1er janvier 2012, une septième étant attendue en février. Plan International Cambodia, l'Agence d'exécution, a versé les premiers 158 000 dollars US, sur un total prévu de 1 200 000 dollars, à ces Agences de mise en œuvre, dont les efforts se concentreront sur la promotion de l'assainissement et de l'hygiène et sur le programme d'Assainissement Total Piloté par la Communauté.

L'un des défis présentés par le Cambodge concerne le fait que sa population rurale est très attachée aux traditions. La défécation à l'air libre est communément acceptée, à l'exception des latrines utilisées dans les endroits publics uniquement et seulement par les adultes.

Cependant, de récents efforts consistant à promouvoir de nouvelles installations sanitaires et de meilleures pratiques d'hygiène au sein des communautés se sont traduits par de nouvelles indications d'un changement de comportement. Les ONG déjà solidement établies au Cambodge s'appuieront sur ces efforts et cinq ONG font partie des premières Agences de mise en œuvre bénéficiaires de subventions. Ces ONG jouent un rôle primordial dans un programme qui affectera 200 000 foyers (environ un million de personnes) sur cinq ans, dans 2 000 villages, 250 communes rurales et 53 districts, où la moitié des foyers n'est équipée d'aucune installation sanitaire.

Avant d'en arriver à la phase de recrutement de leurs Agences de mise en œuvre, les parties prenantes nationales ont dû établir un Mécanisme de coordination de programme, composé de responsables gouvernementaux, de partenaires au développement et d'ONG internationales. Le résultat de cette collaboration réussie s'est traduit par le Programme d'amélioration de

l'assainissement et de l'hygiène en milieu rural au Cambodge (Cambodia Rural Sanitation and Hygiene improvement Programme – CR-SHIP), dont la mission est de promouvoir l'assainissement et l'hygiène dans les zones rurales du pays.

Grâce au CR-SHIP, le GSF soutient le gouvernement en mobilisant les ressources nécessaires pour entreprendre un travail de plaidoyer, mettre en place des programmes ATPC, élaborer des supports d'information, d'éducation et de communication, ainsi que développer des outils essentiels, renforcer les capacités et bien plus encore. Le programme a été soigneusement conçu de manière à se concentrer sur les toutes dernières approches de sensibilisation et changement de comportement.

Aujourd'hui, la plus grande couverture rurale au Cambodge s'élève à 18 pour cent. Grâce au soutien du programme GSF, le pays espère atteindre son objectif du Millénaire pour le développement (OMD) consistant à accroître ses services d'assainissement pour couvrir 30 pour cent de la population rurale d'ici 2015.



Les zones en bleu foncé sont les zones ciblées par le GSF.

LES FAITS

POPULATION TOTALE (RDH)

15,05 millions

COUVERTURE EN ASSAINISSEMENT AMÉLIORÉ

Total : 29 %, Urbain : 67 %, Rural : 23,2 %

POPULATION SANS ACCÈS À UN ASSAINISSEMENT SALUBRE (JMP)

10,4 millions

TAUX DE MORTALITÉ DES MOINS DE CINQ ANS (OMS)

88/1000

% DE DÉCÈS DES MOINS DE CINQ ANS DES SUITES DE DIARRHÉES (OMS)

7 %

PIB PAR HABITANT

\$818 par an

DERNIERS DÉVELOPPEMENTS

+ Plan International Cambodge, en tant qu'Agence d'exécution, a signé des accords de subvention avec les partenaires Agences de mise en œuvre suivants : SNV, Cesvi, RWC, Santi Sena, CFED, NAS et CHED, pour mettre en œuvre des activités de marketing de l'assainissement et de l'hygiène dans les trois premières provinces : Kampong Cham, Svay Rieng et Takeo.

+ Cinq ONG partenaires ont récemment organisé un atelier de lancement du projet GSF au niveau du district dans les provinces de Svay Rieng et de Kampong Cham, en vue de présenter les résultats probants de leurs projets aux principales parties prenantes issues du Département provincial du développement rural, du Département provincial de l'éducation, de la jeunesse et du sport, des Gouverneurs de district, du District du développement rural, du District de l'éducation, de la jeunesse et du sport, et du Comité communautaire pour les femmes et les enfants. L'Agence d'exécution a mis en place les éléments nécessaires au renforcement des

capacités ; un contrat a été signé avec le Centre national pour la promotion de la santé (National Center for Health Promotion – NCHP) pour organiser des formations sur l'approche ATPC et le marketing de l'assainissement. Cet ensemble d'activités de soutien servira de catalyseur pour assurer la qualité et les résultats du programme et l'engagement efficace de ses principaux acteurs.

+ En plus des sept premières Agences de mise en œuvre, cinq autres devraient démarrer leur travail en avril 2012, en concentrant spécifiquement leurs efforts sur le marketing de l'assainissement. L'appel à manifestation d'intérêt pour ces subventions a été publié en décembre 2011.

RÉSULTATS CLÉS

Résultats à ce jour et cibles sur 5 ans

	1 fév. 2012	Cibles sur 5 ans
Personnes ayant accès à des toilettes améliorées	0	800 000
Personnes vivant dans des environnements FDAL	0	1 200 000
Personnes se lavant les mains au savon	Données disponibles à mi-parcours	480 000

INDICATEURS INTERMÉDIAIRES

Résultats à ce jour et cibles sur 5 ans

	1 fév. 2012	Cibles sur 5 ans
Communautés déclarées FDAL	0	1 200
Communautés sensibilisées	174	2 000
Personnes ayant reçu des messages d'hygiène	87 000	1 000 000
Personnes vivant dans les zones ciblées	87 000	1 000 000

ACHEMINEMENT FINANCIER - 1 fév. 2012

Sommes engagées par le GSF

\$6 173 950

Versements du GSF

\$715 000

Subventions nationales aux Agences de mise en œuvre

\$1 200 000

Versements de subventions nationales

\$158 000

COÛT UNITAIRE

\$8



LES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ SONT ENCOURAGÉS À METTRE FIN À LA PRATIQUE DE LA DÉFÉCATION À L'AIR LIBRE LORS DE CET ATELIER DE SENSIBILISATION ORGANISÉ PAR NRM INDIA PRIVATE LTD., L'AGENCE D'EXÉCUTION DU GSF, DANS L'ÉTAT INDIEN DU JHARKHAND, OCTOBRE 2011. PHOTO : NRM.

INDE

Les 25 000 premières personnes, sur un total prévu de 6 millions, ont accès à des toilettes améliorées

Le Fonds mondial pour l'Assainissement (GSF) en Inde travaille en étroite collaboration avec la Campagne d'assainissement total (Total Sanitation Campaign – TSC) du gouvernement indien, en vue d'accroître la sensibilisation à l'assainissement pour près de 8 millions de personnes vivant dans les États d'Assam et du Jharkhand. Il compte également sur une bonne coordination entre la multitude de partenaires communautaires, locaux et nationaux dans 18 districts des États de Jharkhand et d'Assam.

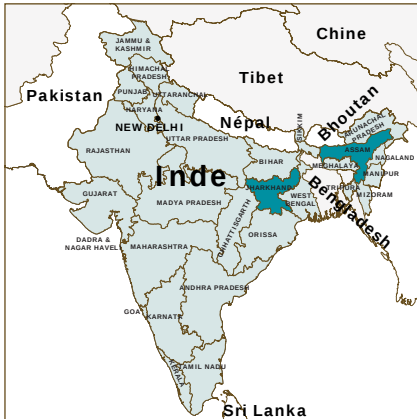
NRM India Private Ltd, l'Agence d'exécution, a identifié cinq premières Agences de mise en œuvre dans cinq districts sur les 18 districts ciblés par le GSF. Les Agences de mise en œuvre sont NIDAN, Integrated Development Foundation, AIDENT Social Welfare Organization, Jan Sewa Parishad et Lok Jagriti Kendra. À la suite des premières activités d'orientation et de renforcement des capacités relatives aux programmes et systèmes du GSF, les Agences de mise en œuvre ont commencé

à mettre en place des activités de stimulation de la demande sur le terrain.

Les premiers signes indiquent que l'ensemble des parties prenantes considère le partenariat GSF-TSC comme étant positivement et mutuellement bénéfique et à même de produire des résultats à grande échelle. À ce jour, 165 communautés ont été ciblées à l'aide de diverses approches de stimulation de la demande et la conséquence de ces approches est que près de 25 000 personnes ont à présent accès à des installations sanitaires améliorées.

Les activités du GSF en 2011 visaient à accroître l'engagement et l'appropriation du GSF par les gouvernements d'Assam et du Jharkhand. Cela s'est avéré être un investissement en temps et en ressources utile, car les bénéficiaires ont estimé que leurs homologues du gouvernement local étaient disposés et désireux de travailler de concert à l'amélioration de l'assainissement et des pratiques d'hygiène dans les districts ciblés.

Le programme a trois objectifs : contribuer à une utilisation des installations sanitaires et à des pratiques d'hygiène durables et à grande échelle ; renforcer les capacités visant à promouvoir des installations sanitaires et une hygiène améliorées ; et encourager une culture d'apprentissage continu entre toutes les parties prenantes. Les objectifs se renforcent mutuellement. Grâce à une combinaison d'approches de stimulation de la demande (telles que l'Assainissement Total Piloté par la Communauté) et d'approches axées sur l'offre (telles que le marketing de l'assainissement), le GSF entend contribuer à la stimulation de la demande d'assainissement, à la promotion de l'hygiène et à la sensibilisation dans les districts ciblés. KPMG, en tant que Vérificateur de programme pays, aide à garantir la qualité de la mise en œuvre du programme.



Les zones en bleu foncé sont les zones ciblées par le GSF.

LES FAITS

POPULATION TOTALE (RDH)

1,2 milliard

COUVERTURE EN ASSAINISSEMENT AMÉLIORÉ

Total : 31 %, Urbain : 54 %, Rural : 21 %

POPULATION SANS ACCÈS À UN ASSAINISSEMENT SALUBRE (JMP)

841 millions

TAUX DE MORTALITÉ DES MOINS DE CINQ ANS (OMS)

66/1000

% DE DÉCÈS DES MOINS DE CINQ ANS DES SUITES DE
DIARRHÉES (OMS)

13 %

PIB PAR HABITANT

\$1200 par an

DERNIERS DÉVELOPPEMENTS

➤ Du fait que le programme GSF soit intégré aussi étroitement dans la mise en œuvre de la Campagne d'assainissement total (TSC) du gouvernement indien, les résultats des deux programmes sont intrinsèquement liés. Lors de l'élaboration du programme GSF en Inde, il a été convenu par le Vérificateur de programme pays qu'essayer de séparer les résultats de ces deux programmes serait artificiel et ne démontrerait aucunement la nature symbiotique de l'approche adoptée par les programmes. L'alignement du programme GSF sur le bon système de suivi de la TSC évite la duplication des ressources et garantit que les résultats soient présentés de manière cohérente. Dans le cadre de cet arrangement, les partenaires du GSF en Inde ont déjà été impliqués dans la vérification d'un nombre de Panchayats qui ont obtenu le prix Nirmal Gram Puruskar. Le programme GSF signalera donc tous les résultats en termes d'assainissement et d'hygiène obtenus sur l'ensemble des districts et quartiers visés lors de la période d'intervention. Au cours de la deuxième période du programme, le GSF

commandera une étude spécifique en vue d'analyser les efforts des différents acteurs pour atteindre ces résultats et de permettre une meilleure articulation des contributions et attributions. Cependant, les résultats signalés par le GSF en Inde devraient être compris comme étant le produit d'une intervention en commun entre plusieurs acteurs soutenus directement et indirectement par le programme GSF.

➤ En octobre, le Directeur exécutif et des représentants des donateurs du WSSCC se sont rendus dans l'État du Jharkhand afin d'observer la mise en œuvre du programme GSF. Cette visite a permis entre autres d'observer le lancement d'une initiative ATPC dans un village du district de Seraikela et de rencontrer des responsables gouvernementaux. Cette visite était une bonne opportunité d'observer le travail de l'Agence d'exécution et des Agences de mise en œuvre et de mieux comprendre le fonctionnement du GSF dans la pratique.

RÉSULTATS CLÉS

Résultats à ce jour et cibles sur 5 ans

	1 fév. 2012	Cibles sur 5 ans
	Personnes ayant accès à des toilettes améliorées 25 000	6 000 000
	Personnes vivant dans des environnements FDAL 25 500	7 500 000
	Personnes se lavant les mains au savon Données disponibles à mi-parcours	8 000 000

INDICATEURS INTERMÉDIAIRES

Résultats à ce jour et cibles sur 5 ans

	1 fév. 2012	Cibles sur 5 ans
Communautés déclarées FDAL	40	5 000
Communautés sensibilisées	165	10 000
Personnes ayant reçu des messages d'hygiène	100 000	8 000 000
Personnes vivant dans les zones ciblées	4 000 400	8 000 000

ACHEMINEMENT FINANCIER - 1 fév. 2012

Sommes
engagées par le
GSF

\$6 354 000

Versements du GSF

\$929 153

Subventions
nationales aux
Agences de mise en
œuvre

\$1 160 345

Versements de
subventions
nationales

\$82 708

COÛT UNITAIRE





UNE FEMME ET SON ENFANT DEVANT LEURS TOILETTES AMÉLIORÉES À LA SUITE D'UNE INTERVENTION DU GSF. DIX-SEPT AGENCES DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME TRAVAILLENT ACTUELLEMENT INTENSIVEMENT À MADAGASCAR POUR AMÉLIORER LES CONDITIONS D'ASSAINISSEMENT ET D'HYGIÈNE DE LA POPULATION MALGACHE. PHOTO : WSSCC.

MADAGASCAR

Les Agences de mise en œuvre sensibilisent 2 000 communautés ; 23 000 personnes ont à présent accès à des toilettes améliorées

Madagascar est l'un des pays les plus pauvres du monde et une grande partie de la population n'a pas accès à des installations sanitaires de base. Cependant, c'est également le pays où le Fonds mondial pour l'Assainissement (GSF) a été mis en place le plus rapidement. Le programme GSF à Madagascar, appelé Fonds d'Appui pour l'Assainissement, fonctionne à présent à plein régime, 17 Agences de mise en œuvre travaillant avec acharnement sur le terrain pour améliorer les conditions d'assainissement et d'hygiène de la population malgache. À ce jour, 23 000 personnes ont accès à des toilettes améliorées grâce aux efforts fournis dans le pays sous les auspices du GSF.

Le programme de Madagascar est axé sur l'éducation à l'hygiène, la sensibilisation et la stimulation de la demande, en vue de produire un impact à l'échelle nationale. Il applique une approche régionale combinant la promotion de l'hygiène, l'Assainissement Total Piloté

par la Communauté et le marketing de l'assainissement.

Le but recherché pour l'ensemble des régions sélectionnées consiste à atteindre le statut « sans défécation à l'air libre », ainsi que de faire en sorte que tous les gouvernements locaux des régions ciblées disposent d'un budget alloué à l'assainissement, des capacités de promouvoir l'assainissement et l'hygiène et d'un accès à un secteur privé dynamique à même de fournir des installations sanitaires améliorées.

Neuf régions ont été sélectionnées pour bénéficier de subventions importantes versées en trois fois après l'achèvement de chaque étape : la première consistant à démontrer l'approche adoptée, la deuxième à atteindre un équilibre géographique au niveau national et la troisième à encourager toutes les régions à mettre en œuvre leurs propres programmes. Un certain nombre de subventions de soutien plus restreintes sont versées à des organisations des

régions adjacentes, afin d'accélérer la mise en place de leurs activités et de favoriser un effet d'entraînement dans l'ensemble du pays.

Medical Care Development International (MCDI), une ONG internationale active à Madagascar depuis 1996, est l'Agence d'exécution responsable de l'administration et de la mise en œuvre du programme. FTHM Consulting, une société d'audit malgache, est le Vérificateur du programme pays du GSF.

Depuis le lancement du programme en mars 2010, le Mécanisme de coordination du programme a réussi à encourager une collaboration dans le secteur dans le but d'améliorer la situation d'assainissement à l'échelle nationale et à fournir une orientation stratégique continue pour le programme. Le Mécanisme de coordination du programme compte des représentants de trois ministères, d'ONG nationales et internationales, du secteur privé et d'agences de l'ONU et bilatérales.



POPULATION TOTALE (RDH)

20.7 millions

COUVERTURE EN ASSAINISSEMENT AMÉLIORÉ

Total : 11 %, Urbain : 15 %, Rural : 10 %

POPULATION SANS ACCÈS À UN ASSAINISSEMENT SALUBRE (IMP)

17.3 millions

TAUX DE MORTALITÉ DES MOINS DE CINQ ANS (OMS)

58/1000

% DE DÉCÈS DES MOINS DE CINQ ANS DES SUITES DE
DIARRHÉES (OMS)

21 %

PIB PAR HABITANT

\$488 par an

✚ En 2011, le GSF à Madagascar a attribué 17 subventions au total versées en deux tranches, les signatures du contrat avec les Agences de mise en œuvre sélectionnées s'étant déroulées respectivement en mai et en octobre.

➤ Six de ces subventions sont importantes et s'élèvent à environ 400 000 dollars US sur quatre ans. 11 d'entre elles sont plus restreintes, s'élevant à 20 000 dollars US sur une période de un à deux ans.

➕ Toutes les Agences de mise en œuvre sélectionnées sont en train de mettre en place des activités sur le terrain.

➤ En 2012, trois autres subventions importantes de 300 000 dollars US ont été attribuées et des fonds supplémentaires seront utilisés pour renforcer les subventions restreintes versées qui se sont avérées fructueuses et aider les Agences de mise en œuvre.

➤ En 2011, l'AE a lancé un programme national de renforcement des capacités

ATPC ciblant les Agences de mise en œuvre sélectionnées, en vue de garantir la qualité irréprochable de toutes les activités ATPC financées par le GSF. Des représentants de toutes les ONG partenaires ont participé à cette formation, et un mécanisme, par lequel des instructeurs ATPC apportent leur soutien à une Agence de mise en œuvre respective sur une période plus longue, a été mis en place et favorise par là-même la viabilité du projet.

➤ Dans le cadre du programme de formation mentionné ci-dessus, Dr Kamal Kar, de la Fondation ATPC, a participé à l'analyse des lacunes et des domaines à améliorer puis a dirigé par la suite en novembre 2011 un atelier de formation sur une semaine en vue de combler ces lacunes. Une visite de suivi par Dr Kar est prévue en mai 2012.

➤ En 2011 également, une étude de recherche identifiant les approches fructueuses en matière d'assainissement et d'hygiène a été menée et les résultats sont en train d'être transmis aux Agences de mise en œuvre.

Résultats à ce jour et cibles sur 5 ans

	1 fév. 2012	Cibles sur 5 ans
	Personnes ayant accès à des toilettes améliorées 23 000	2 000 000
	Personnes vivant dans des environnements FDAL 21 500	3 500 000
	Personnes se lavant les mains au savon Données disponibles à mi-parcours	1 000 000

Résultats à ce jour et cibles sur 5 ans

	1 fév. 2012	Cibles sur 5 ans
Communautés déclarées FDAL	449	12 000
Communautés sensibilisées	2 001	20 000
Personnes ayant reçu des messages d'hygiène	296 000	5 000 000
Personnes vivant dans les zones ciblées	688 000	6 500 000

Sommes engagées par le GSF **\$6 191 593**

Versements du GSF **\$1 541 583**

Subventions
nationales aux
Agences de mise en
œuvre

\$2 950 308

Versements de subventions nationales **\$456 453**



UN JEUNE GARÇON MONTRE COMMENT BIEN SE LAVER LES MAINS DANS UN VILLAGE MALGACHE OÙ LES AGENCES DE MISE EN ŒUVRE DU GSF ONT TRAVAILLÉ. PHOTO : WSSCC.

MALAWI

52 000 personnes supplémentaires ont à présent accès à des toilettes améliorées

Le programme GSF au Malawi a atteint une étape importante fin 2011 avec l'achèvement d'un état des lieux détaillé des domaines de travail du GSF. Cet état des lieux a permis de confirmer les résultats qui seront atteints au cours du cycle de cinq ans du programme, d'aider à cibler les interventions initiales du programme et de servir d'outil de plaidoyer pour engager et mobiliser les ressources du gouvernement local.

Les bénéficiaires des subventions ont organisé la formation de plus de 50 responsables gouvernementaux ; et avec ces responsables, ils ont pu sensibiliser 208 communautés, dont 41 ont été déclarées sans défécation à l'air libre. 52 000 personnes ont donc à présent accès à des toilettes améliorées. Les activités initiales de stimulation de la demande et de sensibilisation ont été appuyées par des visites de suivi et d'autres initiatives de renforcement des capacités, en vue d'accroître le nombre d'entrepreneurs locaux à même de fournir

des services d'assainissement, notamment la construction de toilettes améliorées. Il existe 28 districts au Malawi et le programme GSF en cible six. Dans chacun de ces districts, l'Équipe de coordination des districts (District Coordination team – DCT), dirigée par le gouvernement malawi, a adopté un rôle central dans la planification et la coordination de la mise en œuvre des activités bénéficiant du soutien du GSF. Les DCT ont travaillé avec Plan Malawi et les Agences de mise en œuvre du GSF pour aligner leurs plans sur les ressources disponibles au gouvernement local et pour maximiser l'engagement des agents sanitaires du gouvernement local et des autres professionnels du district.

Par conséquent, le personnel du gouvernement local a reçu une formation approfondie sur la stimulation de la demande d'assainissement et d'hygiène, sur la promotion et sur le suivi assuré par les Agences de mise en œuvre du GSF. Concentrant leurs efforts sur les zones

les plus pauvres et mal desservies, le gouvernement local et les organisations de la société civile, appuyés par le GSF, ont travaillé de concert pour accroître les activités de sensibilisation, de coordination et de soutien en vue d'améliorer l'accès à l'assainissement et l'utilisation des installations.

L'Unité nationale de coordination de l'assainissement et de l'hygiène (National Sanitation and Hygiene Coordination Unit – NSCHU) remplit les fonctions de Mécanisme de coordination du programme au Malawi. La NSCHU, un groupe multipartite, a été intégrée dans la politique sectorielle du Gouvernement malawi, mais en pratique n'a pu vraiment commencer à fonctionner que lorsque le programme GSF a permis une meilleure coordination et une planification commune entre les acteurs clés du secteur. Plan Malawi, un acteur principal du secteur, est l'Agence d'exécution du GSF et son travail est supervisé par PricewaterhouseCoopers, le Vérificateur de programme pays.



Les zones en bleu foncé sont les zones ciblées par le GSF.

LES FAITS

POPULATION TOTALE (RDH)

15,3 millions

COUVERTURE EN ASSAINISSEMENT AMÉLIORÉ

Total : 56 %, Urbain : 51 %, Rural : 57 %

POPULATION SANS ACCÈS À UN ASSAINISSEMENT SALUBRE (JMP)

5,6 millions

TAUX DE MORTALITÉ DES MOINS DE CINQ ANS (OMS)

110/1000

% DE DÉCÈS DES MOINS DE CINQ ANS DES SUITES DE DIARRHÉES (OMS)

12 %

PIB PAR HABITANT

\$161 par an

DERNIERS DÉVELOPPEMENTS

➤ En décembre, le Malawi a achevé ses activités initiales de renforcement des capacités à Phalombe, Balaka et Ntchisi, trois des six districts du Sud du Malawi où son programme est actuellement mis en œuvre grâce aux efforts fournis conjointement par les principaux partenaires nationaux, communautaires et du district. Après que les premières Agences de mise en œuvre du GSF ont mis en place les activités financées par la première tranche de financement après juillet 2011, la sélection des Agences de mise en œuvre de la deuxième phase de financement a eu lieu en décembre 2011.

➤ Les activités de renforcement des activités du GSF au Malawi sont destinées aux responsables du gouvernement local, aux chefs de communauté et aux organisations locales, ainsi qu'au secteur privé qui est soutenu par une approche en cascade. La plupart des efforts fournis jusqu'à présent se sont concentrés sur la formation au niveau du district des responsables du gouvernement local et des ONG, avec un effort particulier sur les

personnes exclues et marginalisées. En développant le savoir et les compétences des fonctionnaires sanitaires, par exemple, ces derniers ont été encouragés à travailler en équipe pour mettre en place des activités de sensibilisation des communautés au sein des Autorités traditionnelles des districts ciblés par le GSF, incitant ainsi les communautés à rechercher des façons concrètes de changer leurs pratiques d'assainissement et d'hygiène.

➤ « La phase de renforcement des capacités du programme est essentielle, car le travail entrepris par les agents sanitaires permet d'accélérer la mise en place des activités de village en village » affirme Ulemu Chiluzi, directeur de programme à Plan Malawi.

RÉSULTATS CLÉS

Résultats à ce jour et cibles sur 5 ans

	1 fév. 2012	Cibles sur 5 ans
 Personnes ayant accès à des toilettes améliorées	52 000	1 060 000
 Personnes vivant dans des environnements FDAL	21 600	1 200 000
 Personnes se lavant les mains au savon	Données disponibles à mi-parcours	756 000

INDICATEURS INTERMÉDIAIRES

Résultats à ce jour et cibles sur 5 ans

	1 fév. 2012	Cibles sur 5 ans
Communautés déclarées FDAL	41	3 600
Communautés sensibilisées	208	6 000
Personnes ayant reçu des messages d'hygiène	109 000	1 765 400
Personnes vivant dans les zones ciblées	790 000	1 765 400

ACHEMINEMENT FINANCIER - 1 fév. 2012

Sommes engagées par le GSF

\$6 547 100

Versements du GSF

\$1 283 042

Subventions nationales aux Agences de mise en œuvre

\$3 500 000

Versements de subventions nationales

\$800 000

COÛT UNITAIRE

 ➤ ➤ ➤ **\$6**



AVANT LA MISE EN ŒUVRE DU GSF AU NÉPAL, LES REPRÉSENTANTS DES AGENCES DE MISE EN ŒUVRE POTENTIELLES, LES RESPONSABLES DU GOUVERNEMENT LOCAL ET LES REPRÉSENTANTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DU COMITÉ DE COORDINATION WASH DU DISTRICT ONT PARTICIPÉ À UNE RÉUNION DE PLANIFICATION SUR LES ACTIVITÉS GSF DANS LE DISTRICT DE BAJURA, DANS LA RÉGION DE DÉVELOPPEMENT EXTRÊME OUEST DU NÉPAL, NOVEMBRE 2011. PHOTO : PAWAN JOSHI, ONU-HABITAT.

NÉPAL

Sept Agences de mise en œuvre recrutées et d'autres sont prévues

Le programme GSF a recruté sept Agences de mise en œuvre fin 2011 pour démarrer des activités sur le terrain, permettant ainsi à 1 770 Népalais d'avoir accès à des toilettes améliorées. Plus important encore, un sentiment d'appropriation bien ancré, qui est un principe clé du travail du GSF au Népal, existe et devrait permettre d'accélérer la mise en œuvre du programme national.

Le Népal dispose d'un nouveau Plan directeur national en termes d'assainissement et d'hygiène, et un autre développement positif récent s'est produit lorsque le tout nouveau Comité de coordination national de l'assainissement et de l'hygiène a pris ses fonctions, qui étaient précédemment remplies par le Mécanisme de coordination de programme du GSF. Cela permettra de multiplier les opportunités d'apprentissage et de partage futurs avec les activités du secteur dans son ensemble. En 2011, ONU-Habitat, l'Agence d'exécution, est allée de l'avant en établissant de solides relations de travail avec les responsables du gouvernement local au niveau régional et du district grâce

à un engagement actif avec les Comités de coordination WASH de la région et du district. Cela comprenait un certain nombre d'activités de renforcement des capacités sur les initiatives d'assainissement total, visant à soutenir l'élaboration de stratégies et de plans d'action au niveau du district sur l'assainissement total, ainsi que le développement de futures stratégies pour le programme d'assainissement lancé par le Département d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Par conséquent, les Comités de coordination WASH ont déjà adopté au sein des districts sélectionnés par le GSF un rôle plus actif pour aider les acteurs du secteur à cibler les zones non desservies. Une meilleure compréhension des approches d'assainissement total, ainsi que les mécanismes de suivi plus efficaces et des indicateurs cohérents, ont abouti au fait que le gouvernement local mène actuellement une politique visant à favoriser la progression des communautés vers un statut sans défécation à l'air libre.

Désormais, le programme GSF au Népal, comme dans les autres pays, fait de l'apprentissage un élément clé

de sa mise en œuvre, et les comités de coordination WASH des districts joueront dans les années à venir un rôle central dans la collecte et l'exploitation des enseignements tirés du programme. Le programme facilitera aussi l'apprentissage et le partage du savoir entre les Comités de coordination WASH dans les districts ciblés par le GSF. En outre, des états des lieux ont été entrepris en collaboration dans deux des cinq districts ciblés et le travail consistant à collecter les données dans les trois autres districts, en se fondant sur l'expérience acquise dans les deux autres, commencera début 2012. D'autre part, début 2012, des Agences de mise en œuvre supplémentaires seront recrutées pour la deuxième phase de financement et la mise en œuvre du GSF au Népal devrait s'accélérer.



Les zones en bleu foncé sont les zones ciblées par le GSF.

LES FAITS

POPULATION TOTALE (RDH)

28 millions

COUVERTURE EN ASSAINISSEMENT AMÉLIORÉ

Total : 31 %, Urbain : 51 %, Rural : 27 %

POPULATION SANS ACCÈS À UN ASSAINISSEMENT SALUBRE (JMP)

20,6 millions

TAUX DE MORTALITÉ DES MOINS DE CINQ ANS (OMS)

48/1000

% DE DÉCÈS DES MOINS DE CINQ ANS DES SUITES DE DIARRHÉES (OMS)

17 %

PIB PAR HABITANT

\$465 par an

DERNIERS DÉVELOPPEMENTS

+ Afin de promouvoir l'assainissement et l'hygiène et de sensibiliser les parties prenantes sur ces sujets, de nombreux supports sur l'information, l'éducation et la communication (IEC) ont été élaborés dans le cadre du programme GSF. Lors de la mise en œuvre, d'autres supports de communication pour le changement de comportement seront également élaborés.

+ Les membres de l'équipe ONU-Habitat assignés au programme GSF ont participé activement au développement de stratégies sectorielles, au renforcement des capacités et à la coordination des activités au sein du secteur. Ils ont aidé le Népal à finaliser un Plan directeur d'assainissement et d'hygiène 2011 et ont préparé des documents thématiques présentés lors d'un examen sectoriel conjoint en mai 2012 ou ont contribué à leur élaboration.

+ Onze subventions ont été accordées à sept Agences de mise en œuvre, qui sont fortement représentées par des ONG locales, ainsi qu'une municipalité locale.

+ Une collaboration entre le programme GSF et UNICEF au Népal a permis une initiative commune sur le marketing de l'assainissement pour une sensibilisation au-delà du périmètre initial. Cette initiative s'appuie sur l'expérience d'IDE au Cambodge dans le domaine du marketing de l'assainissement. Les bénéficiaires du GSF travailleront donc avec IDE pour élaborer une stratégie complète de marketing de l'assainissement, en s'appuyant sur la recherche formative dans ce domaine. La mise en œuvre conjointe permettra de tirer davantage d'enseignements de la mise en œuvre de cette approche relativement récente au Népal. Les enseignements tirés seront appliqués à la mise en œuvre plus générale de cette approche dans le cadre du programme GSF et contribueront à l'élaboration d'une stratégie et d'une approche nationales envers le marketing de l'assainissement.

RÉSULTATS CLÉS

Résultats à ce jour et cibles sur 5 ans

	1 fév. 2012	Cibles sur 5 ans
Personnes ayant accès à des toilettes améliorées	1 770	1 250 000
Personnes vivant dans des environnements FDAL	760	1 275 200
Personnes se lavant les mains au savon	Données disponibles à mi-parcours	970 000

INDICATEURS INTERMÉDIAIRES

Résultats à ce jour et cibles sur 5 ans

	1 fév. 2012	Cibles sur 5 ans
Communautés déclarées FDAL	1	7000
Communautés sensibilisées	3	10 500
Personnes ayant reçu des messages d'hygiène	19 000	1 900 000
Personnes vivant dans les zones ciblées	362 000	1 900 000

ACHEMINEMENT FINANCIER - 1 fév. 2012

Sommes engagées par le GSF

\$6 068 325

Versements du GSF

\$885 688

Subventions nationales aux Agences de mise en œuvre

\$627 342

Versements de subventions nationales

\$106 095

COÛT UNITAIRE

\$5



UN REPRÉSENTANT D'AGENCE DE MISE EN ŒUVRE S'ADRESSE À UN VILLAGEOIS DE BANDAFASSI, AU SÉNÉGAL, LORS D'UNE ACTIVITÉ DE SENSIBILISATION À L'ASSAINISSEMENT TOTAL PILOTÉ PAR LA COMMUNAUTÉ EN SEPTEMBRE 2011. PHOTO : MEDIACOM.

SÉNÉGAL

Rassembler les parties prenantes autour de la table

En s'appuyant sur les programmes de promotion de l'hygiène déjà en place, et en ciblant à 75 pour cent des zones rurales, 2011 a vu le GSF rassembler des partenaires nationaux clés en vue d'établir un programme d'activités, dont beaucoup joueront un rôle critique dans la mise en place de son programme, et accorder des subventions s'élevant à 1 440 000 dollars US à un certain nombre d'Agences de mise en œuvre. En ciblant principalement les zones rurales, ainsi que les zones périurbaines pour 25 pour cent, le GSF continue d'accélérer ses efforts dans plus de 200 villages, afin de promouvoir un meilleur assainissement et de bonnes pratiques d'hygiène.

De manière plus générale, le GSF concentre ses efforts sur la création d'un environnement favorable, grâce au renforcement des partenariats aux niveaux local, régional et national, non seulement pour promouvoir l'assainissement et les pratiques d'hygiène au moyen du plaidoyer et d'une plus grande sensibilisation des dirigeants du gouvernement et des communautés, mais aussi pour renforcer

la chaîne d'approvisionnement dans le domaine de l'assainissement.

Par le biais de l'AGETIP, son Agence d'exécution, le GSF encouragera le recours aux techniques participatives, telles que l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC), pour en finir avec la défécation en plein air et créer une demande de toilettes, et améliorer les services d'assainissement dans les communautés qui en sont dépourvues totalement ou en partie. L'impact de son travail devrait se faire ressentir non seulement en termes d'amélioration de la santé publique, grâce à une réduction des maladies diarrhéiques, mais aussi en termes d'éducation, notamment pour les filles.

Depuis son lancement, le développement du programme GSF a impliqué un certain nombre de parties prenantes nationales, y compris le PEPAM, l'UNICEF et le WSP, ainsi que le gouvernement local.

Dans le cadre de son travail, les ressources du GSF sont canalisées vers la promotion de l'assainissement et de l'hygiène dans quatre des petits centres

urbains du Sénégal, principalement la stimulation de la demande, l'éducation et le développement du plaidoyer, ainsi que l'information et la promotion. Dans les zones périurbaines, la participation du secteur privé est encouragée pour permettre un meilleur accès. Les efforts se concentrent également sur le renforcement de la chaîne d'approvisionnement dans le domaine de l'assainissement. La phase II de la mise en œuvre du programme pourrait voir un soutien supplémentaire du GSF envers l'amélioration de la performance du secteur privé à petite échelle.



Les zones en bleu foncé sont les zones ciblées par le GSF.

LES FAITS

POPULATION TOTALE (RDH)

12,3 millions

COUVERTURE EN ASSAINISSEMENT AMÉLIORÉ

Total : 51 %, Urbain : 69 %, Rural : 38 %

POPULATION SANS ACCÈS À UN ASSAINISSEMENT SALUBRE (JMP)

8,9 millions

TAUX DE MORTALITÉ DES MOINS DE CINQ ANS (OMS)

93/1000

% DE DÉCÈS DES MOINS DE CINQ ANS DES SUITES DE DIARRHÉES (OMS)

14 %

PIB PAR HABITANT

\$1088 par an

DERNIERS DÉVELOPPEMENTS

+ L'Agence d'exécution AGETIP, en conjonction avec le consortium des Agences de mise en œuvre Eau Vive et La Lumière, a commencé les activités initiales d'assainissement dans 44 villages de la région de Kédougou.

+ Cinq subventions ont été accordées pour un total de 1 440 000 dollars US à des ONG locales travaillant dans le domaine de l'assainissement et de l'hygiène au niveau communautaire, et une seule subvention a été octroyée à des fins d'expertise dans la communication pour le changement de comportement.

+ À la suite de l'achèvement d'un état des lieux visant à servir à la planification des activités de programme, notamment une stratégie de communication pour un changement de comportement, une étude d'impact environnemental a été entreprise pour veiller à ce que le programme GSF respecte les lois et réglementations nationales.

+ Un atelier de formation sur l'Assainissement Total Piloté par la Communauté destiné à toutes les parties prenantes du programme a eu lieu du 11 au 24 septembre à Kédougou. Près de 32 participants étaient présents et, suite à cette formation, dix villages ont été ciblés par des activités de stimulation de la demande dans la communauté rurale de Bandafassi.

+ Les Agences de mise en œuvre ont commencé le travail dans plus de 200 villages, en concentrant leurs efforts sur la promotion de l'assainissement et de l'hygiène, le marketing social et la communication pour un changement de comportement.

RÉSULTATS CLÉS

Résultats à ce jour et cibles sur 5 ans

	1 fév. 2012	Cibles sur 5 ans
Personnes ayant accès à des toilettes améliorées	0	300 000
Personnes vivant dans des environnements FDAL	0	500 000
Personnes se lavant les mains au savon	Données disponibles à mi-parcours	101 400

INDICATEURS INTERMÉDIAIRES

Résultats à ce jour et cibles sur 5 ans

	1 fév. 2012	Cibles sur 5 ans
Communautés déclarées FDAL	0	250
Communautés sensibilisées	10	318
Personnes ayant reçu des messages d'hygiène	2 000	1 000 000
Personnes vivant dans les zones ciblées	10 000	620 000

ACHEMINEMENT FINANCIER - 1 fév. 2012

Sommes engagées par le GSF

\$6 100 000

Versements du GSF

\$880 000

Subventions nationales aux Agences de mise en œuvre

\$915 000

Versements de subventions nationales

\$150 000

COÛT UNITAIRE

\$20



LA COMMISSAIRE ADJOINTE DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ, JULIAN KYOMUHANGI, INFORME LE PERSONNEL DU GOUVERNEMENT LOCAL ET DES ONG DU DISTRICT DE SERERE SUR LE FONDS OUGANDAIS D'ASSAINISSEMENT. LE GOUVERNEMENT LOCAL DE SERERE EST L'UNE DES 16 AGENCES DE MISE EN ŒUVRE. PHOTO : WSSCC.

UGANDA

La mise en œuvre du GSF est en cours dans 16 districts

En Ouganda, le GSF fait équipe avec le gouvernement national pour trouver des manières créatives d'augmenter le niveau d'assainissement et d'hygiène dans le pays. Le programme GSF en Ouganda s'appelle le Fonds ougandais pour l'assainissement (Uganda Sanitation Fund – USF). À la suite de la signature en août 2011 de l'accord de subvention entre le gouvernement ougandais et l'UNOPS, le programme a pris un bon départ avec des activités déjà en place dans 16 districts.

Après des années de travail fructueux avec la communauté internationale pour accroître la disponibilité en eau salubre dans le pays, le gouvernement ougandais a estimé que le secteur de l'assainissement était à la traîne. Le gouvernement a élaboré des politiques et recruté du personnel en vue de relever ce défi, mais le financement manquait pour la mise en œuvre.

Le GSF constitue à présent une partie de la solution et le Fonds ougandais pour l'assainissement travaille avec le ministère de la Santé et le ministère des Finances, de la Planification et du Développement

économique pour mettre en œuvre un programme visant à tirer profit au maximum des capacités existant au niveau central et du district. Le but est de créer une forte demande d'assainissement au point d'inciter les habitants à chercher des moyens créatifs d'installer des toilettes au sein de leur communauté.

Le programme de l'USF est administré selon les Dispositions institutionnelles à long terme de l'Ouganda pour que la totalité des fonds soit gérée par le ministère de la Santé, nommé en tant qu'Agence d'exécution. Le Groupe de travail national sur l'assainissement (National Sanitation Working Group – NSWF) a nommé un sous-comité chargé spécifiquement de faire en sorte que l'USF serve de Mécanisme de coordination de programme. Deloitte Uganda Ltd est le Vérificateur de programme pays du GSF.

Les Agences de mise en œuvre en Ouganda sont composées de 16 gouvernements locaux de districts, soutenus par des ONG présentes dans leur zone géographique respective. Le programme USF cible une population

totale de 3,8 millions d'habitants ; la majorité des 6 000 villages du périmètre du programme ne sont actuellement pas déclarés sans défécation à l'air libre et un total de 200 000 (32 %) foyers n'utilisent pas d'installations sanitaires.

Le travail dans ces 16 districts sera effectué par des acteurs du secteur privé et des ONG promouvant des approches axées sur la demande (y compris, mais sans se limiter à, l'Assainissement Total Piloté par la Communauté) et menant des campagnes d'amélioration des habitations et de marketing de l'assainissement. L'objectif principal sera d'accélérer les efforts visant à générer une demande d'assainissement et d'hygiène améliorés et de renforcer la chaîne d'approvisionnement de produits et de services sanitaires appropriés en vue de répondre à cette demande tout en créant un environnement favorable à un changement durable.



Les zones en bleu foncé sont les zones ciblées par le GSF.

LES FAITS

POPULATION TOTALE (RDH)

31,6 millions

COUVERTURE EN ASSAINISSEMENT AMÉLIORÉ

Total : 48 %, Urbain : 38 %, Rural : 49 %

POPULATION SANS ACCÈS À UN ASSAINISSEMENT SALUBRE (JMP)

16,6 millions

TAUX DE MORTALITÉ DES MOINS DE CINQ ANS (OMS)

128/1000

% DE DÉCÈS DES MOINS DE CINQ ANS DES SUITES DE DIARRHÉES (OMS)

18 %

PIB PAR HABITANT

\$1263 par an

DERNIERS DÉVELOPPEMENTS

+ Le programme en Ouganda devrait être officiellement lancé en mars 2012 lors de la semaine de l'assainissement en Ouganda.

+ Cependant, les Agences de mise en œuvre (16 gouvernements locaux de district, soutenus par des ONG locales) ont déjà été sélectionnées et ont commencé un travail préparatoire sur le terrain fin 2011.

+ Le programme couvre initialement les districts suivants : Katakwi, Amuria, Kaberamaido, Soroti, Serere, Kumi, Ngora, Pallisa, Butebo, Kibuku, Bukedea, Amolator, Dokolo à l'est et au nord-est, et Bushenyi, Sheema et Mbarara dans le sud-ouest du pays.

+ Le choix des districts a reposé sur un ensemble convenu de critères, y compris des cartes des zones pauvres, l'accès à l'assainissement et la qualité des propositions soumises.

+ Les districts de Bushenyi, Sheema et Mbarara, dans le sud-ouest, ont été sélectionnés du fait de leurs activités en

cours en terme d'ATPC et de repérage des besoins en assainissement et serviront de districts test à des fins d'apprentissage.

+ Les montants des subventions varient et reposent sur le plan de travail annuel et les budgets soumis par les gouvernements locaux de districts, les plans et budgets des ONG en faisant partie intégrante.

+ Pour la première année de fonctionnement de l'USF, les subventions annuelles accordées aux Agences de mise en œuvre variaient de 19 000 à 43 000 dollars US.

+ Les activités des Agences de mise en œuvre sont évaluées tous les ans et le montant plafond annuel (subventions annuelles) est fixé et versé en fonction de la performance passée.

RÉSULTATS CLÉS

Résultats à ce jour et cibles sur 5 ans

	1 fév. 2012	Cibles sur 5 ans
Personnes ayant accès à des toilettes améliorées	1 200	1 000 000
Personnes vivant dans des environnements FDAL	0	3 000 000
Personnes se lavant les mains au savon	Données disponibles à mi-parcours	800 000

INDICATEURS INTERMÉDIAIRES

Résultats à ce jour et cibles sur 5 ans

	1 fév. 2012	Cibles sur 5 ans
Communautés déclarées FDAL	0	4 000
Communautés sensibilisées	80	6 000
Personnes ayant reçu des messages d'hygiène	48 000	3 500 000
Personnes vivant dans les zones ciblées	300 000	3 800 000

ACHEMINEMENT FINANCIER - 1 fév. 2012

Sommes engagées par le GSF

\$6 017 150

Versements du GSF

\$1 030 663

Subventions nationales aux Agences de mise en œuvre

\$556 375

Versements de subventions nationales

\$282 500

COÛT UNITAIRE

\$6

BURKINA FASO

Lancement du programme prévu en juillet 2012

Le programme GSF au Burkina Faso s'efforce d'améliorer les produits et services en termes d'assainissement et d'hygiène, ainsi que les systèmes de suivi de ces deux domaines au sein des communautés. Concentrant ses efforts dans la région Centre Nord et la région des Cascades, le programme favorisera également la promotion du changement de comportement, tout particulièrement les comportements d'hygiène. Le lancement du programme est prévu pour juillet 2012 et comprendra des approches efficaces pilotées par la communauté et visant à mettre fin à la défécation à l'air libre. Le rythme de mise en œuvre devrait s'accélérer tout au long de 2012.

La promotion et la sensibilisation à l'assainissement et à l'hygiène se feront par le biais d'une campagne Information, Éducation et Communication (IEC) aux niveaux local, national et régional. Par exemple, des manuels et des guides sur les méthodes d'amélioration de l'assainissement et de l'hygiène, destinés aux acteurs du gouvernement local et national, seront distribués aux partenaires et aux parties prenantes du secteur lors de réunions de niveau national et autres.

Le renforcement des capacités constitue l'un des éléments clés des activités du GSF au Burkina Faso. Grâce à ce renforcement, le programme aidera les acteurs du gouvernement local, ainsi que les petits prestataires de services,

à améliorer la gamme et la qualité des services proposés aux ménages. Au niveau national, les activités ont pour but d'aider les agences gouvernementales à mobiliser des ressources supplémentaires au profit du secteur et à mettre en œuvre des stratégies nationales d'assainissement et d'hygiène dans les zones sélectionnées pour faire l'objet de mesures de transformation.

L'identification et la diffusion d'approches efficaces seront des éléments importants. Le programme permettra de surveiller, de documenter et d'évaluer tous les projets concernés, d'estimer la rentabilité de ces projets et de diffuser les résultats de toutes les évaluations. La coordination et les audits du programme porteront sur la coordination et la consultation du responsable chargé de la mise en œuvre du Programme national,



Les zones en bleu foncé sont les zones ciblées par le GSF.

du Vérificateur de programme de pays et des autres parties prenantes, notamment le gouvernement national, et sur les audits externes réguliers du programme.

DERNIERS DÉVELOPPEMENTS

➤ Le programme GSF au Burkina Faso sera lancé en juillet 2012. Le Mécanisme de coordination de programme (PCM) comprend les gouvernements national et locaux, des ONG et des partenaires du secteur privé.

➤ Le programme prônera un Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) ; le développement de produits IEC (information, éducation et communication) ; et un marketing de l'assainissement.

➤ Le programme concentrera ses efforts sur les mesures suivantes : inciter la création d'un accès à des installations sanitaires basiques et améliorées aux niveaux des ménages et des communautés en milieu rural ; encourager et faciliter

la mise en place d'un accès à des installations sanitaires améliorées et d'une meilleure hygiène dans les écoles primaires des zones ciblées, et provoquer un changement de comportement en termes d'hygiène dans les ménages et les communautés en milieu rural.

➤ Les approches employées par le programme ont pour but d'accroître l'accès à l'assainissement, notamment pour les ménages et les communautés pauvres des zones rurales. Le gouvernement, les autorités locales, les chefs de communauté, les ONG locales et internationales seront chargés de la mise en œuvre des activités du programme.

ÉTHIOPIE

Soutenir la Stratégie nationale d'assainissement et d'hygiène du pays

Le programme du Fonds mondial pour l'Assainissement en Éthiopie concentre ses efforts sur l'appui de la Stratégie nationale d'assainissement et d'hygiène du gouvernement, qui vise à « ouvrir la voie pour que la totalité des habitants ait un accès à l'assainissement de base et à atteindre une couverture de 100 pour cent d'ici 2015 ».

Le programme de 5 millions de dollars US proposé concentrera ses activités sur les quatre régions suivantes : Tigray, Amhara, Oromia et SNNPR (Southern Nations, Nationalities and People's Region). Le soutien apporté par le GSF au Programme éthiopien de vulgarisation sanitaire (Ethiopia Health Extension Programme) affectera quatre millions de personnes au total sur une période de trois ans.

La stratégie nationale est axée sur trois domaines principaux de promotion de l'hygiène : l'utilisation de toilettes, le lavage des mains et la protection de l'eau. Il met également l'accent sur une approche « zéro subvention » envers les installations sanitaires dans les foyers. Ces dernières années, les avancées vers l'objectif de l'assainissement au niveau national ont été notamment l'élaboration de réglementations sur la gestion, la collecte et l'élimination des déchets au niveau régional ; la formation et le déploiement d'agents de vulgarisation sanitaire ; l'établissement de meilleurs réseaux entre les différents acteurs du secteur sanitaire ; et une meilleure couverture de l'assainissement.

L'assainissement suscite un plus grand intérêt de la part des preneurs de décision et les bonnes pratiques sont reconnues. Les villages exempts de défécation à l'air libre sont reconnus et récompensés. L'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) est progressivement accepté par les nombreux acteurs, y compris le gouvernement.

Le Gouvernement éthiopien a désigné le Groupe de travail national sur l'assainissement et l'hygiène, en vue d'élaborer la proposition de programme de pays et de définir les paramètres du travail du GSF dans le pays qui débutera en avril 2012.

Certains objectifs de programme spécifiques visent, entre autres, à accroître le pourcentage d'accès aux installations sanitaires et d'utilisation de ces dernières au niveau des ménages des *woredas* du programme de 12 pour cent



Les zones en bleu foncé sont les zones ciblées par le GSF.

actuellement à 55 pour cent et de faire passer la proportion des écoles et des unités sanitaires disposant d'installations WASH à 50 pour cent dans les zones du programme.

DERNIERS DÉVELOPPEMENTS

- + Un examen des propositions de programme et de gestion a été achevé fin 2011 et un Vérificateur de programme pays a été recruté et envisage d'effectuer en février 2012 une évaluation des capacités du ministère de la Santé en tant qu'Agence d'exécution.
- + L'Agence d'exécution proposée pour mettre en œuvre le programme GSF est le ministère de la Santé, qui, s'il est approuvé à la suite de l'examen des capacités, versera 5 millions de dollars US sur une période de cinq ans aux régions ciblées en Éthiopie.
- + Le GSF apportera son soutien au Programme éthiopien de vulgarisation sanitaire qui devrait affecter quatre millions de personnes sur une période de trois ans.
- + Le programme du Fonds mondial pour

l'Assainissement en Éthiopie sera axé sur cinq éléments : 1) renforcement de l'assainissement dans les communautés ; 2) promotion de l'hygiène, mise en place d'installations sanitaires et de pratiques d'hygiène dans les institutions (écoles et unités sanitaires) ; 3) renforcement du système de programme de vulgarisation sanitaire en vue d'améliorer les capacités d'exécution et techniques ; 4) plaidoyer et initiatives IEC (information, éducation et communication) et activités de communication pour un changement de comportement en termes d'assainissement ; et 5) suivi et évaluation, y compris recherche opérationnelle.

- + Le périmètre géographique du programme inclura 40 *woredas* dans quatre grands États régionaux sur les 837 *woredas* présentes dans le pays.

NIGÉRIA

Déclencher une volonté et un engagement politiques

Le programme proposé au Nigéria cherche à déclencher une volonté et un engagement politiques adéquats afin que l'assainissement puisse être généralisé à l'échelle. Il vise à contribuer directement à la réussite des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) portant sur l'assainissement au Nigéria et il se projette au-delà des objectifs de 2015 pour faire en sorte que la totalité des habitants du pays ait accès à des installations sanitaires. Un élément clé consiste à se concentrer sur la généralisation des approches sanitaires déjà efficaces en marge des autres programmes d'assainissement et d'hygiène en cours.

En 2011, le Mécanisme de coordination de programme, représentant le gouvernement fédéral, les partenaires au développement et la société civile, a soumis une Proposition de programme pays à faire financer par le GSF. Ce programme, qui sera mis en œuvre sur une période de cinq ans à compter de 2012, prend en compte les défis fondamentaux présents dans le secteur de l'assainissement au Nigeria :

« Malgré l'adoption en 2000 de la Politique nationale sur l'assainissement et l'approvisionnement en eau (Nigerian National Water Supply and Sanitation Policy), qui fait de l'accès à l'eau salubre et aux installations sanitaires un droit pour chaque Nigérien, la question de l'eau et de l'assainissement est retombée en bas de la liste des priorités de financement du gouvernement. Les progrès dans le secteur sont entravés par le manque de clarté quant aux rôles et responsabilités des multiples acteurs aux niveaux fédéral et étatique, ce qui a entraîné des duplications, des lacunes et des insuffisances, même si des programmes localisés, ayant démontré un potentiel d'impact général et des efforts pour améliorer la coordination, sont en cours de mise en œuvre. » *Extrait de la Proposition de programme de pays du Nigéria, soumise par le Mécanisme de programme pays au GSF en novembre 2011.*

Le but du programme est d'accroître de manière significative l'accès à l'assainissement et d'entraîner

un changement positif et durable de comportement en termes d'hygiène dans six Zones gouvernementales locales (Local Government Areas – LGA), trois dans chacun des deux États participants, Cross River et Benue. Les bénéficiaires du programme comprennent tous les ménages des communautés au sein des six LGA ciblées. Des efforts spécifiques sont fournis pour sensibiliser les populations pauvres et vulnérables, en accordant une attention particulière aux inégalités entre les sexes dans la prise de décision et dans l'accès à des installations sanitaires améliorées et aux interventions de changement de comportement en termes d'hygiène.

Par conséquent, les deux objectifs du programme sont les suivants :

- Obtenir un meilleur accès à des installations sanitaires améliorées et de meilleures pratiques d'hygiène, grâce à un processus axé sur la demande, qui encourage les communautés locales à prendre elles-mêmes les décisions qui s'imposent pour améliorer les installations sanitaires et les pratiques d'hygiène ; et
- Renforcer l'engagement politique



Les zones en bleu foncé sont les zones ciblées par le GSF.

aux trois niveaux de gouvernement pour améliorer l'attribution des ressources appropriées en matière d'assainissement et d'hygiène.

En outre, le programme s'efforcera de favoriser une meilleure coordination et clarification des rôles et responsabilités des parties prenantes du secteur de l'assainissement à tous les niveaux, y compris les partenaires, les structures communautaires et les trois niveaux de gouvernement : fédéral, étatique et LGA.

DERNIERS DÉVELOPPEMENTS

- Un Vérificateur de programme pays et une Agence d'exécution devraient être recherchés et recrutés début 2012.
- Le programme cible l'ensemble des communautés des six Zones gouvernementales locales (LGA) des États de Cross River et de Benue, ce qui représente environ 2,2 millions de personnes.
- Ces six LGA seront directement financées par le GSF. De plus, le gouvernement nigérien s'est engagé, au niveau fédéral, à doubler les fonds proposés pour construire des installations sanitaires publiques et institutionnelles dans les LGA ciblées et, au niveau des États et des LGA, à doubler les fonds pour couvrir trois LGA supplémentaires dans chaque État.
- Le programme utilise une structure

de subventions reposant sur trois lignes d'action complémentaires : larges subventions, petites subventions et activités (transversales) financées directement.

➤ Six larges subventions d'environ 500 000 dollars US chacune sont prévues sur une période de cinq ans, pour financer les activités dans chaque LGA relatives à l'ATPC, WASH dans les écoles, à la sensibilisation à l'hygiène et au marketing de l'assainissement.

➤ Il existe aussi un nombre supplémentaire de petites subventions de l'ordre de 20 000 à 125 000 dollars US pour la mise en œuvre des activités de soutien en marge des activités financées par les larges subventions. La structure d'octroi des petites subventions sera définie plus en détail lors du lancement du programme.

TANZANIE

Encourager un meilleur accès à l'assainissement

En 2011, le Mécanisme de coordination de programme piloté par le gouvernement en Tanzanie a soumis sa proposition finale de programme pays au WSSCC. L'objectif général de ce programme est de permettre aux « communautés de disposer d'un meilleur accès à des installations sanitaires améliorées et de générer à grande échelle des changements de comportement en termes d'assainissement et d'hygiène ». Cet objectif doit être réalisé par le biais d'interventions à deux niveaux – i) Un renforcement du savoir, des compétences et des systèmes au niveau national pour permettre l'accélération de l'assainissement et de l'hygiène, et ii) Une mise en œuvre à grande échelle au niveau du district. Le programme vise à avoir un impact significatif sur la couverture et à démontrer une approche à l'échelle du district. Il servira de « loupe » en ce qui concerne l'apprentissage tiré du processus consistant à généraliser les interventions d'assainissement et d'hygiène.

Le GSF, grâce à ses partenaires sur le terrain, axera son programme sur trois districts de la région de Dodoma, située dans le centre de la Tanzanie. La région de Dodoma a été choisie du fait de son niveau de pauvreté (un des plus bas du pays) ; de la faible couverture de l'assainissement ; du taux élevé de mortalité chez les moins de cinq ans lié aux mauvaises conditions sanitaires et d'hygiène et à un approvisionnement en eau insalubre ; et de sa proximité avec les essais initiaux du programme TSSM soutenu par le WSP dans deux autres districts de la région. D'autre part, son emplacement central dans le pays devrait favoriser l'extensibilité du programme, les trois districts devenant des centres d'apprentissage pour une mise en œuvre élargie du programme d'assainissement et d'hygiène dans l'ensemble de la Tanzanie. Son but ultime est d'atteindre une couverture totale de l'assainissement. De plus, le programme est conçu pour stimuler et accroître la couverture dans les autres districts de Dodoma et les districts voisins des régions

de Singida, Iringa et Morogoro, grâce à de meilleures capacités et à un effet d'entraînement.

Le GSF en Tanzanie travaillera avec les gouvernements locaux et les partenaires de la société civile à la promotion de l'assainissement et des pratiques d'hygiène. À la suite de l'approbation de la proposition de programme pays, le processus d'identification et de recrutement d'un Vérificateur de programme de pays et d'une Agence d'exécution devrait être achevé d'ici le second semestre 2012.

Pour faciliter le démarrage rapide et efficace d'activités de mise en œuvre une fois l'Agence d'exécution recrutée, une petite subvention de 200 000 dollars US a été versée pour mettre en œuvre certains éléments choisis de la proposition de programme pays dès le début 2012. Ces éléments incluent premièrement le renforcement des capacités des responsables gouvernementaux aux niveaux local et national sur les approches d'assainissement total et le marketing de l'assainissement, en vue de former des formateurs à divers niveaux ;



Les zones en bleu foncé sont les zones ciblées par le GSF.

deuxièmement le recensement des installations WASH en place dans les écoles, ainsi que l'évaluation du savoir, des attitudes et des pratiques envers les technologies et les comportements d'assainissement et d'hygiène dans un district test du GSF ; et troisièmement le soutien apporté au ministère de la Santé et de la Sécurité sociale quant à l'élaboration et à l'utilisation de meilleurs outils et systèmes de suivi dans le secteur de l'assainissement et de l'hygiène. La petite subvention sera gérée par l'UNICEF.

DERNIERS DÉVELOPPEMENTS

- Une subvention GSF de 200 000 dollars US a été versée pour le début de la mise en œuvre d'activités gérées par l'UNICEF début 2012.
- Le GSF fonctionnera dans la région de Dodoma, située dans le centre de la Tanzanie.
- Les premières activités GSF en Tanzanie comprendront notamment le renforcement des capacités des responsables gouvernementaux locaux sur les approches d'assainissement total et le marketing de l'assainissement, ainsi que sur le repérage des installations WASH déjà en place dans les écoles.
- Le Mécanisme de coordination du programme de GSF, suite aux efforts de l'équipe GSF, a pris le relais du groupe de recherche SHARE. Les travaux de recherche de SHARE sur les capacités des responsables du gouvernement local dans le secteur WASH se concentreront sur les districts GSF et orienteront les activités de renforcement des capacités GSF.

TOGO

Le programme a pour objectif d'aider 20 pour cent de la population togolaise qui en est dépourvue à avoir un meilleur accès à l'assainissement

Le financement des activités d'assainissement au Togo ne couvre à l'heure actuelle que 1 pour cent des besoins nécessaires pour atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) sur l'assainissement. Le financement du programme GSF a récemment été approuvé au Togo et ce programme jouera un rôle important dans la sensibilisation à l'assainissement et contribuera aux efforts du pays pour atteindre l'OMD sur l'assainissement. Le programme cible trois des régions les plus vulnérables où la couverture de l'assainissement n'atteint que 10 pour cent.

Suite à sa sélection en tant que pays admissible au financement GSF, le Togo, par le biais de son ministère de la Santé, a rapidement établi un Mécanisme de coordination de programme composé de représentants de la société civile, du secteur privé, des ministères concernés et des agences des Nations Unies travaillant dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

En 2011, le Mécanisme de coordination de programme a établi un programme sur cinq ans en vue de promouvoir de meilleures installations sanitaires et pratiques d'hygiène. Les populations rurales et semi-urbaines des trois régions ciblées sont confrontées à un manque flagrant d'installations et de services. Par conséquent, les niveaux d'assainissement et d'hygiène adéquats sont extrêmement bas.

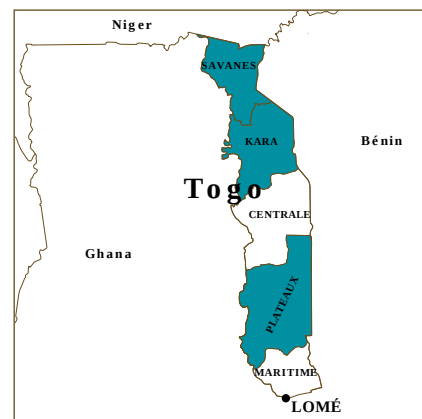
Les zones couvertes par les activités du programme abritent une population générale de 1 200 000 habitants, plus de 26 pour cent de la population rurale totale et plus de 16 pour cent de la population totale du pays. Le programme général vise à garantir un meilleur accès à l'assainissement à environ un million de personnes, c'est-à-dire plus de 20 pour cent de la population togolaise dépourvue d'accès.

Les objectifs spécifiques du programme sont les suivants :

- Multiplier les initiatives ATPC dans 2 200 villages et garantir que les

populations ciblées utilisent les toilettes.

- Veiller à ce que les populations villageoises adoptent de bonnes pratiques d'hygiène, notamment le lavage des mains, grâce à des activités de communication pour un changement de comportement.
- Accroître les capacités des agents gouvernementaux, des membres des organisations communautaires et des ONG, et des opérateurs privés pour qu'ils puissent fournir des services d'assainissement de d'hygiène d'excellente qualité.
- Faire pression sur le gouvernement et ses partenaires pour que 0,5 pour cent du PIB soit alloué au secteur de l'assainissement et de l'hygiène et promouvoir l'extension des projets au-delà des zones ciblées par le GSF.



Les zones en bleu foncé sont les zones ciblées par le GSF.

- Diffuser le savoir acquis en vue d'accroître l'efficacité, à tous les niveaux, de la gestion des ressources destinées aux activités d'assainissement et d'hygiène.

DERNIERS DÉVELOPPEMENTS

La proposition de programme met fortement l'accent sur la viabilité de l'ensemble des activités et réussites anticipées par le biais de la mise en œuvre du GSF. La viabilité sera garantie grâce à l'établissement d'un mécanisme approprié de suivi-évaluation, relié aux systèmes gouvernementaux en place, et d'une stratégie de renforcement des capacités de toutes les parties prenantes du secteur et grâce au renforcement du cadre institutionnel et de partenariat. En particulier :

- Renforcer les capacités des parties prenantes dans les domaines suivants : suivi, évaluation, supervision, gouvernance, plaidoyer et approche de stimulation de la demande.
- Le plaidoyer encouragera les parties prenantes à intégrer l'approche ATPC dans leur travail.
- Intégrer les résultats de l'étude SAP (savoir, attitude et pratique) dans les systèmes et approches de programme pour s'assurer que les aspects socio-culturels et environnementaux sont pris en compte.

➤ La participation du secteur privé à la production et à la diffusion des matériaux et des équipements nécessaires à la construction de toilettes permettra au programme GSF de continuer une fois que les activités prévues auront pris fin.

➤ Partager les enseignements tirés et les bonnes pratiques pour qu'ils/elles soient reproduit(e)s par d'autres acteurs.

➤ Impliquer les enfants tout au long du processus de mise en œuvre pour qu'ils puissent ensuite influencer les membres de leur famille.

➤ Le Mécanisme de coordination de programme contribuera à la pérennité des résultats du programme en assurant une cohérence entre la Proposition de programme de pays, la Politique nationale d'hygiène et d'assainissement au Togo (PNHAT), la coalition WASH et les autres acteurs principaux.

BENGLADESH



Le gouvernement du Bangladesh a répondu positivement à l'invitation du Fonds mondial pour l'Assainissement de développer un programme de travail à financer. Ce faisant, il a nommé deux haut-dirigeants du ministère du Collectivités locales, du Développement rural et des Coopératives et du

département du Génie sanitaire pour diriger le Mécanisme de coordination de programme du GSF. À l'issue de plusieurs réunions et d'une large consultation, le gouvernement a officiellement établi le Mécanisme de coordination de programme en octobre 2011. La proposition de programme pays est actuellement en cours d'examen par le WSSCC. On espère que la proposition finale de programme pays sera achevée au cours de l'année 2012 et qu'à ce moment-là elle sera soumise au Directeur exécutif du WSSCC pour approbation et placée sur la liste des propositions susceptibles d'être choisies lors d'un prochain cycle de financement du GSF.

coordination de programme. Le Mécanisme de coordination de programme se compose d'acteurs des secteurs traditionnels qui seront soutenus dans leur travail par un consultant, en vue de finaliser la proposition de programme d'ici le milieu de l'année. Le travail financé par le GSF au Mali devrait inclure l'Assainissement Total Piloté par la Communauté et le marketing social en tant qu'approches principales. Le programme contiendra également des éléments de plaidoyer et de communication pour un changement de comportement, de marketing de l'assainissement et de renforcement des capacités.

PAKISTAN



La phase de conception du programme a été retardée par un certain nombre de changements dans le secteur de l'assainissement au Pakistan. Le ministère de l'Environnement, chargé du secteur de l'assainissement, a été dissous en juin 2011 par modification constitutionnelle. Cette modification a

permis d'accroître l'autorité des structures provinciales et des gouvernements locaux pour l'assainissement.

Depuis ce changement significatif, le WSSCC a établi un dialogue avec le gouvernement et les autres acteurs du secteur sur la mise en œuvre du GSF au Pakistan. Bien qu'il soit prévu que le GSF concentre son soutien sur les gouvernements locaux sélectionnés au niveau provincial, en vue de développer et de mettre en œuvre leurs stratégies d'assainissement dans les années à venir, ces derniers n'ont pas encore été choisis. Le WSSCC reste positif quant au soutien potentiel qu'un programme GSF pourrait apporter au gouvernement dans la poursuite de ses objectifs en termes d'assainissement. Début 2012, le GSF identifiera les provinces ciblées et apportera un soutien supplémentaire aux gouvernements provinciaux pour que ces derniers puissent finaliser la proposition de programme pays à financer.

KENYA



Au Kenya, l'élaboration du programme est en cours et le programme débutera en 2012 sous réserve d'un financement. La phase d'élaboration a identifié l'Assainissement Total Piloté par la Communauté et le marketing de l'assainissement en tant qu'approches principales du programme. L'objectif

est que chaque école et 90 pour cent des ménages des zones ciblées utilisent des installations sanitaires améliorées et adoptent de meilleures pratiques d'hygiène d'ici 2015. Le Kenya, qui n'est pas en bonne voie de réaliser son objectif du Millénaire pour le développement sur l'assainissement, travaillera avec le GSF dans environ 22 districts de trois régions du pays, la province de Nyanza, la province de la Côte et la province de la Vallée du Rift, où la couverture de l'assainissement est très inférieure à la moyenne nationale. La raison justifiant le choix de ces zones est de combler les lacunes qui ne l'ont pas été par les autres programmes et organisations.

PAYS 17 À 25 : QUELLE DIRECTION PRENDRE À PRÉSENT ?

Le GSF est à présent une réalité et peut être reproduit et mis en place dans de nombreux pays. Le WSSCC continue de recevoir beaucoup de demandes de financement par le GSF dans des endroits où les besoins en assainissement sont importants. Le Plan stratégique à moyen terme du WSSCC 2012-2016 (PSMT) identifie 35 pays prioritaires, dans lesquels le GSF pourrait et devrait travailler, et qui abritent près de 1,5 milliard de personnes privées d'installations sanitaires. La capacité du GSF à répondre à cette demande, et l'intention du PSMT de mettre en œuvre des programmes de travail dans 25 pays d'ici 2016, est affectée par la disponibilité de financement. La démonstration de résultats rentables à grande échelle constitue un facteur primordial influençant ce financement.

MALI



Le travail du GSF au Mali a repris avec les activités de préparation nécessaires à l'élaboration d'un programme d'activités. Le ministère de l'Environnement et de l'Assainissement, par le biais de la « Direction Nationale de l'Assainissement », est activement engagé dans le travail du Mécanisme de

7. LES VOIX À PROPOS DU GSF

La « famille » du Fonds mondial pour l'Assainissement est très grande. Elle regroupe le personnel qui travaille à Genève et dans les Agences d'exécution des pays mettant en œuvre ses programmes. Sur place, elle comprend également le personnel des Vérificateurs de programme pays officiels, les membres des Mécanismes de coordination de programme et les nombreuses Agences de mise en œuvre. De manière plus importante encore, cette famille inclut les habitants des districts, villages, quartiers ou communautés où le GSF travaille à améliorer la qualité de vie grâce à un assainissement et une hygiène améliorés. Cette section donne la parole à ces personnes – les espoirs, les rêves et les aspirations de quelques milliers de personnes dont la vie est positivement affectée par le travail du GSF.

Malawi : Nous sommes à présent respectés par notre communauté !



« Avant l'arrivée du Cigid (Agence de mise en œuvre GSF : Centre for Integrated Community Development), je ne me rendais pas compte de l'importance d'utiliser

des latrines. Je suis reconnaissant envers cette initiative, car l'utilisation de latrines et de bonnes pratiques d'hygiène régulières ont non seulement amélioré ma santé et celle de mes enfants, mais nous avons également grâce à cela une place plus respectable au sein de la communauté. Nous n'avons plus besoin de marcher de longues distances pour faire nos besoins en aval de la rivière ».

Kefas Chisay, région de Ntchisi et Balaka

Inde : Les étudiants changent de comportement



« Grâce au travail effectué par le GSF, IDF et Lohet dans notre communauté, les habitants ne pratiquent plus la défécation à l'air libre et utilisent les

toilettes construites chez eux. Les étudiants de mon école font leurs besoins dans les toilettes chez eux ou bien dans celles de l'école. C'est seulement en maintenant une bonne hygiène personnelle et en ayant un assainissement adéquat que notre maison, notre village et les environs peuvent rester propres. Cela à son tour a un impact positif sur la santé générale et la condition économique des personnes, des familles et de la communauté ».

Suman K Gudiya, directrice d'école primaire, Ulidih

Madagascar : L'assainissement et l'hygiène sont une bénédiction



« Disposer d'installations sanitaires et d'une hygiène adéquates est une bénédiction pour moi et notre communauté en est très fière. Depuis les diverses activités de

sensibilisation du GSF et le nettoyage et la construction de latrines, nous avons remarqué une incidence moindre des cas de maladie diarrhéique, notamment chez les enfants. Je suis prête à partager notre expérience et à sensibiliser les autres villages sur l'importance et les avantages de l'assainissement et de l'hygiène ».

Ernestine, agent chargée de promouvoir la santé dans le village de Ambatoharanana, Fokontany Ankazomiankno, Vavatenina

Malawi : Nous sommes à présent respectés par notre communauté !



« Nous avons construit nos propres latrines faciles d'utilisation après avoir été informés des bienfaits d'un bon assainissement et de bonnes pratiques

d'hygiène par Cigid (Agence de mise en œuvre GSF : Centre for Integrated Community Development). Malgré mon âge et les difficultés que nous avons rencontrées avec ma femme lors de la construction d'une fosse septique, je suis heureux de l'avoir fait, car c'est pratique et ma santé et celle de ma famille se sont améliorées. Grâce à ce projet, nous maintiendrons, avec les autres villageois, un bon assainissement et de bonnes pratiques d'hygiène ».

Kyton Khanhaneer, région de Ntchisi et Balaka

Madagascar : Nous sommes prêts à partager notre expérience avec les villages voisins



« Dans notre Fokontany Anivosaha, nous avons atteint notre but principal. La communauté a été le moteur des améliorations en matière d'assainissement et

d'hygiène. Nous avons essayé de ne pas forcer les habitants, au contraire nous les avons laissés discuter des avantages et se convaincre mutuellement. Nous voudrions remercier Caritas [Agence de mise en œuvre GSF] pour sa collaboration générale et notamment pour avoir sensibilisé les habitants à adopter de bonnes pratiques d'hygiène et à se doter d'un assainissement adéquat. Aujourd'hui, les habitants sont bien conscients des avantages. Nous sommes prêts à partager notre expérience avec les villages voisins, car nous savons bien que si les autres villages ne sont pas salubres, nous souffrirons indirectement de leur environnement ».

Chef Anivosaha Fokontany, Mangarano, district d'Antsirabe II, région de Vakinankaratra

Inde : À présent nous avons des toilettes chez nous et nous les utilisons



« IDF (Agence de mise en œuvre GSF) est venu dans notre village pour nous parler de l'importance de maintenir de bonnes pratiques d'hygiène et un

assainissement adéquat. Avant, nous faisons nos besoins à l'air libre, mais à présent nous avons construit des toilettes chez nous que nous utilisons ».

Sefali Mahto, membre de la communauté, Ulidih

Cambodge : Le programme GSF rassemble les parties prenantes



« L'approche consultative et multipartite du GSF a permis de rassembler un certain nombre d'acteurs divers qui sont intéressés par les questions d'assainissement, y

compris aux niveaux national, du district et de la commune, ainsi que dans le secteur privé ».

Supriyanto Supriyanto, Plan International, Cambodia

Sénégal : L'approche ATPC est essentielle au changement de comportement



« Dans les zones rurales, nous avons été témoins dans le passé des effets pervers de l'approche de subvention, par le biais de laquelle des latrines étaient construites mais

pas utilisées aux fins prévues. De plus, les gens ont tendance à penser que les subventions atteignent les plus pauvres, ce qui souvent n'est pas vrai, car ce sont souvent les ménages les mieux connectés qui en profitent en premier lieu. Notre vision aujourd'hui est que les activités ATPC financées par le GSF permettront aux pauvres d'adopter les changements de comportement nécessaires pour construire des latrines basiques à l'aide des matériaux disponibles au niveau local ».

Diaryatou Sow, expert en communication au sein du programme GSF au Sénégal

Donateur : Le « haut niveau de professionnalisme » du travail du GSF



« En tant que représentant des donateurs, il est important de faire le lien entre les rapports régulièrement produits et les résultats obtenus par

le GSF sur le terrain. J'ai été impressionné (lors d'une visite en octobre 2011 dans l'État indien du Jharkhand) de ce que j'ai vu, qu'il s'agisse du travail de sensibilisation dans les villages ou du fonctionnement du GSF et des résultats obtenus grâce au programme. J'ai pu observer le très haut niveau de professionnalisme de l'Agence d'exécution et des Agences de mise en œuvre. C'est peut être spécifique à l'Inde, mais cela a confirmé que les processus d'appel d'offres et de sélection établis par le GSF sont bien faits, fiables et nous permettent d'approcher les personnes avec qui nous devrions travailler. C'est une bonne chose de voir ce que le travail à grande échelle signifie. Cela m'a conforté dans ma conviction que les mécanismes du WSSCC sont rentables et je considère donc que la contribution de la DDC est un investissement utile ».

Manuel Thurnhofer, Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse (DDC) [Photo ci-dessus : Manuel Thurnhofer, Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse (DDC), à gauche, ensemble avec Johan Sundberg, SIDA, Suède, et Jon Lane, Directeur exécutif du WSSCC]

8. LISTE DES AGENCES DE MISE EN ŒUVRE DU FONDS MONDIAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE A À Z

Au 1^{er} février 2012, les Agences d'exécution GSF avaient signé des contrats avec des Agences de mise en œuvre dans sept pays. Ces Agences de mise en œuvre comprennent des ONG (locales, consortiums ou filiales nationales des ONG internationales), des entités gouvernementales, des associations et des entreprises. Les Agences mettent en œuvre un portefeuille d'activités pouvant inclure des approches d'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) ou d'autres approches de stimulation de la demande d'installations sanitaires, à savoir promotion et marketing de l'assainissement, formation, éducation sur les pratiques d'hygiène et élaboration de supports IEC (information, éducation et communication). Cette liste reflète l'ensemble des subventions versées par les Agences d'exécution aux organisations mettant en œuvre les programmes, appelées Agences de mise en œuvre, au moyen du mécanisme de « subventions » des programmes GSF. Elle ne comprend pas les contrats établis avec d'autres types de prestataires de service et entrepreneurs, recrutés par le biais du mécanisme de « passation de marché directe » des programmes GSF.

NO.	NON DE L'AGENCE DE MISE EN ŒUVRE	TYPE D'AGENCE DE MISE EN ŒUVRE	DATE DE SIGNATURE	DURÉE [EN MOIS]	MONTANT DE LA SUBVENTION [EN \$ US]	LIEU
MADAGASCAR						
1	ASOS	ONG locale	18 mars 2011	48	399 679	Région Analanjirofo
2	Ny Tanintsika, IP, SAF/FJKM	Consortium d'ONG locales	18 mars 2011	48	395 269	Région Amoron'i Mania
3	Red Cross	Association	18 mars 2011	48	371 348	Région Menabe
4	Consortium GREEN, FAMONJENA	Consortium d'ONG locales	26 oct. 2011	48	391 364	Région BOENY
5	MSIS	ONG locale	26 oct. 2011	48	406 406	Région Atsimo Andrefana
6	Soamaneva, Grain, Voaakaly	Consortium d'ONG locales	26 oct. 2011	48	399 737	Région DIANA
7	CARITAS	Association	18 mars 2011	24	23 850	Région Vakinankaratra
8	MIARINTSOA	ONG locale	18 mars 2011	12	20 960	Région Vakinankaratra
9	SALFA	ONG locale	18 mars 2011	12	21 071	Région Haute Matsiatra (Commune Mahatsinjony et Ambalakely)
10	SALFA	ONG locale	18 mars 2011	12	21 303	Région Haute Matsiatra (Commune Ivoamba et Ambalamahasoa)
11	Groupement AINGA	Association	18 mars 2011	12	20 958	Région Alaotra Mangoro
12	Fandrosoana, Tolotanana, SAF FJKM	Consortium d'ONG locales	18 mars 2011	12	20 906	Région Alaotra Mangoro
13	MAMIZO	ONG locale	26 oct. 2011	12	20 930	Région Atsinanana, District Mahanoro

NO.	NON DE L'AGENCE DE MISE EN ŒUVRE	TYPE D'AGENCE DE MISE EN ŒUVRE	DATE DE SIGNATURE	DURÉE [EN MOIS]	MONTANT DE LA SUBVENTION [EN \$ US]	LIEU
14	MAMIZO	ONG locale	26 oct. 2011	12	20 930	Région Atsinanana, District Vatondry
15	FAMONJENA	Association	26 oct. 2011	24	21 195	Région Itasy
16	ADEMA	Association	26 oct. 2011	12	21 523	Région Itasy
17	FIFAHO	Association	26 oct. 2011	12	19 954	Région Ihorombe
MALAWI						
1	Concern Universal	ONG internationale	11 juillet 2011	48	627 022	Balaka and Phalombe (région du Sud)
2	Centre for Integrated Community Development	ONG internationale	8 juillet 2011	48	90 850	Ntchisi (région du Centre)
3	Canadian Physicians for Aid and Relief	ONG internationale	11 juillet 2011	48	313 636	Nkhotakota (région du Centre)
4	InterAide & Engineers Without Borders	ONG internationale	29 sept. 2011	12	77 852	Phalombe (région du Sud)
5	TM Associates	Entreprise	24 sept. 2011	48	626 000	Phalombe (région du Sud) ; Ntchisi (région du Centre)
6	Training Support for Partners	ONG locale	11 juillet 2011	48	313 140	Balaka (région du Sud)
7	Water for People	ONG internationale	1er juillet 2011	48	625 963	Chikhwawa (région du Sud) ; Rumphu (région du Nord)
INDE						
1	NIDAN	ONG locale	1er déc. 2011	12	272 874	Dhanbad
2	Integrated Development Foundation	ONG locale	1er déc. 2011	12	306 066	Saraikela
3	AIDENT Social Welfare Organization	ONG locale	1er déc. 2011	12	262 945	Dumka
4	Jan Sewa Parishad	ONG locale	1er déc. 2011	12	71 667	Koderma
5	Lok Jagriti Kendra	ONG locale	1er déc. 2011	12	246 793	Deoghar
NÉPAL						
1	Environment, Culture, Agriculture, Research and Development Society, Nepal (ECARDS-Nepal)	ONG locale	7 déc. 2011	8	14 992	Local dans le district de Bajura
2	Samjauta Nepal	ONG locale	7 déc. 2011	8	15 000	Local dans le district Bardiya
3	Social Empowerment and Building Accessibility Center Nepal (SEBAC-Nepal)	ONG locale	7 déc. 2011	15	130 000	Local dans le district Bajura
4	Integrated Development Society (IDS-Nepal)		7 déc. 2011	15	130 000	Local dans le district Bardiya

NO.	NON DE L'AGENCE DE MISE EN ŒUVRE	TYPE D'AGENCE DE MISE EN ŒUVRE	DATE DE SIGNATURE	DURÉE [EN MOIS]	MONTANT DE LA SUBVENTION [EN \$ US]	LIEU
5	Gulariya Municipality	Gouvernement local	19 déc. 2011	12	30 000	Local dans la municipalité de Gulariya
6	Integrated Development Society (IDS-Nepal)	ONG locale	En cours d'accord de coopération	12	30 000	Local dans la municipalité de Tikapur
7	Nepal Red Cross Society (NRCS)-HQ	ONG locale	8 déc. 2011	15	67 000	Local dans le district Bajura
8	Renaissance Society Nepal (RSN)	ONG locale	En cours d'accord de coopération	15	66 972	Local dans le district Bardiya
9	Samjauta Nepal	ONG locale	En cours d'accord de coopération	12	9 000	Local dans les municipalités de Gulariya et de Tikapur
10	Social Empowerment and Building Accessibility Center Nepal (SEBAC-Nepal)	ONG locale	7 déc. 2011	14	16 000	Local dans le district Bajura
11	Environment, Culture, Agriculture, Research and Development Society, Nepal (ECARDS-Nepal)	ONG locale	7 déc. 2011	14	15 990	Local dans le district Bardiya
OUGANDA						
1	Butebo	District Gouvernement local	18 août 2011	12	19 231	District de Butebo
2	Amolatar	District Gouvernement local	18 août 2011	12	19 231	District de Amolatar
3	Serere	District Gouvernement local	18 août 2011	12	39 145	District de Serere
4	Ngora en collaboration avec Faith Action Development Organization (FADO)	District Gouvernement local en collaboration avec une ONG locale	18 août 2011	12	40 090	District de Ngora
5	Katakwi en collaboration avec Lutheran World Federation	District Gouvernement local en collaboration avec une ONG locale	18 août 2011	12	39 145	District de Katakwi
6	Kibuku	District Gouvernement local	18 août 2011	12	32 529	District de Kibuku
7	Dokolo	District Gouvernement local	18 août 2011	12	38 200	District de Dokolo
8	Bukedea	District Gouvernement local	18 août 2011	12	19 231	District de Bukedea
9	Kaberaido	District Gouvernement local	18 août 2011	12	41 980	District de Kaberaido

NO.	NON DE L'AGENCE DE MISE EN ŒUVRE	TYPE D'AGENCE DE MISE EN ŒUVRE	DATE DE SIGNATURE	DURÉE [EN MOIS]	MONTANT DE LA SUBVENTION [EN \$ US]	LIEU
10	Sheema	District Gouvernement local	18 août 2011	12	26 858	District de Sheema
11	Kumi en collaboration avec Pentecostal Assemblies of God (PAG)	District Gouvernement local en collaboration avec une ONG locale	18 août 2011	12	42 926	District de Kumi
12	Bushenyi	District Gouvernement local	18 août 2011	12	28 748	District de Bushenyi
13	Pallisa	District Gouvernement local	18 août 2011	12	37 255	District de Pallisa
14	Amuria en collaboration avec Wera Development Association (WEDA) and Development Initiative (CIDI)	District Gouvernement local en collaboration avec une ONG locale	18 août 2011	12	19 231	District de Amuria
15	Mbarara	District Gouvernement local	18 août 2011	12	27 803	District de Mbarara
16	Soroti en collaboration avec Arbeiter Samariter Bund (ASB)	District Gouvernement local en collaboration avec une ONG locale	18 août 2011	12	41 980	District de Soroti
CAMBODGE						
1	SNV	ONG internationale	1 ^{er} janvier 2012	36	600 000	Provinces de Kampong Cham, Takeo et Svay Rieng
2	CESVI	ONG internationale	1 ^{er} janvier 2012	24	99 998	Province de Kampong Cham
3	Cambodia Health Education Development (CHED)	ONG locale	1 ^{er} janvier 2012	24	99 988	Province de Kampong Cham
4	Rain Water Cambodia (RWC)	ONG locale	1 ^{er} janvier 2012	24	99 929	Province de Kampong Cham
5	NAK AKPHIVATH SAHAKUM (NAS)	ONG locale	1 ^{er} janvier 2012	24	100 000	Province de Kampong Cham
6	Cambodian Farm Economic Development (CFED)	ONG locale	1 ^{er} janvier 2012	24	99 991	Province de Svay Rieng
7	Santi Sena	ONG locale	1 ^{er} janvier 2012	24	99 741	Province de Svay Rieng
SÉNÉGAL						
1	EVE/LA LUMIERE	ONG locale	6 sept. 2011	48	320 000	Kédougou
2	EVE/WILLAYA	ONG locale	6 sept. 2011	48	320 000	Diourbel
3	MSA	Entreprise	12 sept. 2011	48	320 000	Tambacounda
4	WHEPSA	ONG locale	6 sept. 2011	48	320 000	Matam
5	PRIME MEDIACOM	Entreprise	5 sept. 2011	20	161 000	National

9. FONCTIONNEMENT DU FONDS MONDIAL POUR L'ASSAINISSEMENT

LE FONDS MONDIAL POUR L'ASSAINISSEMENT DISPOSE D'UN SOLIDE PROCESSUS DE GESTION ET DE DÉCAISSEMENT DES FONDS. CE PROCESSUS NÉCESSITE UNE GOUVERNANCE, UNE GESTION, UN ENCADREMENT, UNE RÉALISATION ET UNE ÉVALUATION RIGOUREUSES, TÂCHES QUI SONT ADMINISTRÉES PAR LE SECRÉTARIAT DU WSSCC À GENÈVE.

Le Fonds mondial pour l'Assainissement (GSF) est un fonds mondial commun établi par le WSSCC et financé par ses donateurs, en vue de rassembler et de verser des fonds pour aider un grand nombre de personnes pauvres à accéder à des services d'assainissement et à adopter de bonnes pratiques d'hygiène. 2,6 milliards de personnes, soit près de 40 pour cent de la population mondiale, n'ont actuellement pas accès à un assainissement de base. Le Fonds mondial pour l'Assainissement constitue une opportunité efficace et rentable pour les contributeurs d'aider les populations les plus pauvres du monde à répondre à leurs besoins quotidiens les plus élémentaires.

Au niveau mondial, le **Secrétariat du WSSCC** recueille des fonds et donations, sélectionne les pays qui bénéficieront d'un financement et gère le versement des fonds. Le WSSCC est hébergé par l'**UNOPS**, qui lui donne un cadre à la fois juridique et administratif. La gouvernance du WSSCC tombe sous la responsabilité de son Comité d'orientation, organe élu par les membres du WSSCC qui décide de la finalité, des principes et de la portée du Fonds mondial pour l'Assainissement.

Le **Comité d'orientation du WSSCC** approuve les procédures opérationnelles, décide des critères de travail, entérine la sélection des pays et l'attribution des fonds et examine la situation et les performances générales du Fonds mondial pour l'Assainissement.

Le Fonds mondial pour l'Assainissement dispose d'un **Comité consultatif** indépendant, qui prodigue des conseils sur ses opérations et garantit la qualité des programmes et des activités financés. Le Fonds mondial pour l'Assainissement promeut l'emploi des bonnes pratiques et un soutien aux programmes aussi efficace et rentable que possible.

De nombreux pays en développement ont des politiques d'assainissement mais pas les fonds nécessaires pour les mettre en œuvre. Le Fonds mondial pour l'Assainissement collabore avec les **gouvernements nationaux** pour accélérer la mise en œuvre de ces politiques. Les gouvernements nationaux fournissent l'autorité et la légitimité à toutes les activités entreprises par le Fonds mondial pour l'Assainissement.

Ce sont généralement les Coalitions nationales WASH du WSSCC existantes ou d'autres partenaires du WSSCC qui demandent un financement pour le pays. À ce stade, il est nécessaire de recourir au soutien du gouvernement national et d'approuver ce dernier. Ces différents acteurs établissent un dialogue avec le gouvernement national pour sélectionner les parties prenantes du secteur en vue de former un **Mécanisme de coordination du programme**. Le Mécanisme de coordination veille à ce que les opérations du Fonds mondial pour l'Assainissement soient conformes aux politiques nationales et aux activités des Coalitions nationales WASH qui se chargent du maintien des réseaux professionnels, de la gestion des connaissances, du plaidoyer et de la communication. Les coalitions offrent également un suivi stratégique aux programmes.

Une fois que les pays et le programme d'assainissement et/ou d'hygiène ont été sélectionnés pour un financement, le Fonds mondial pour l'Assainissement désigne une **Agence d'exécution** qui recevra la subvention et gèrera le programme financé. L'Agence d'exécution choisit, supervise et soutient les **Agences de mise en œuvre** chargées de la mise en œuvre sur le terrain des programmes. Les **Vérificateurs de programme pays**, désignés indépendamment par le Fonds mondial pour l'Assainissement, vérifient le travail des agences d'exécution et en informent le WSSCC.

© 2012, Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, Genève, Suisse

DESIGN GRAPHIQUE : MH Design / Maro Haas

IMPRIMÉ PAR PHOENIX

RAPPORT D'AVANCEMENT DU FONDS MONDIAL POUR L'ASSAINISSEMENT

FÉVRIER 2012

Le Fonds mondial pour l'Assainissement est un fonds mondial commun établi par le WSSCC et financé par ses donateurs, en vue de rassembler et de verser des fonds pour aider un grand nombre de personnes pauvres à accéder à des services d'assainissement et à adopter de bonnes pratiques d'hygiène. En date de janvier 2012, le Fonds mondial pour l'Assainissement était activement mis en œuvre au Cambodge, en Inde, à Madagascar, au Malawi, au Népal, au Sénégal et en Ouganda.



Dans ces pays, 68 Agences de mise en œuvre ont mis en œuvre des activités très diverses de promotion et de sensibilisation à l'assainissement et à l'hygiène au niveau national et dans plusieurs régions. Grâce à leur travail, quelque 102 970 personnes ont à présent accès à des toilettes améliorées, qu'elles utilisent, parmi d'autres indicateurs principaux de progrès.

Ce rapport d'avancement biennuel présente les résultats en cours de la mise en œuvre du programme GSF.

MAMA MANANA, GRAND-MÈRE DE 12 PETITS-ENFANTS, CREUSE SA PROPRE FOSSE SEPTIQUE DANS LE VILLAGE D'ANKILINJAMOSY, MADAGASCAR, EN NOVEMBRE 2011. EN TANT QUE « LEADER NATUREL » DANS LA ZONE DE MISE EN ŒUVRE DU GSF, ELLE ENCOURAGE LES AUTRES HABITANTS DE SA COMMUNAUTÉ À CONSTRUIRE LEURS PROPRES TOILETTES. PHOTO : MME ANNICK RANIRISOA, COORDINATRICE ATPC AGENCE D'EXÉCUTION (MCDI) MADAGASCAR.

CONSEIL DE CONCERTATION POUR L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

15 Chemin Louis-Dunant
1202 Genève
Suisse

Téléphone: +41 22 560 8181
Fax: +41 22 560 8184
www.wsscc.org
wsscc@wsscc.org

